Haïti en Marche

Haïti en Marche, édition du 19 au 25 Septembre 2012 • Vol XXVI • N° 35

Mort de Jacques 'Doudou' Chancy

New York, 16 Septembre – Mort subite du musicien Jacques 'Doudou' Chancy, d'une crise cardiaque alors qu'il se produisait la nuit dernière à la Brasserie Créole.

L'artiste a subi une attaque massive vers 2h am et s'est écroulé en scène.

(ADIEU / p. 3)

Jacques 'Doudou' Chancy

Minustah hier, aujourd'hui et demain

PORT-AU-PRINCE, 12 Septembre – Le secrétaire général de l'ONU recommande dans son rapport le maintien des casques bleus en

(MINUSTAH / p. 6)

Bataillon Paraguayen de la Minustah (courtoisie)

Compétitivité : Haïti toujours bon dernier, oui mais …

MIAMI, 16 Septembre – Compétitivité. Distribution annuelle des carnets. Haïti toujours bon dernier. Ou presque. 142e sur 144. Les gens n'y comprennent rien. Le gouvernement haïtien

(COMPETITIVITE / p. 2)

Vie chère: Le gouvernement va importer 300.000 sacs de riz

HPN - Le Premier ministre haïtien Laurent Lamothe a annoncé vendredi lors d'un déplacement à La Saline que le gouvernement va importer 300.000 sacs de riz afin de faire chuter le

(IMPORTATIONS / p. 5)

Trop de crises à la fois … Gare à l'atterrissage!

PORT-AU-PRINCE, 15 Septembre – Le gouvernement laisse trop de crises s'accumuler. Il se condamne à jouer les pompiers sans pouvoir en solutionner aucune. Jusqu'à se retrouver un jour prochain totalement le dos au mur.

(POLITIQUE / p. 4)

Le président Martelly fait de nombreuses promesses aux étudiants: bourses de spécialisation, 18.000 gourdes par an et par étudiant, un campus dans l'Ouest et un arrêté instituant un service social obligatoire

Le programme d'aide officielle Ti Manman Cheri débarque dans les quartiers populaires (Cité Soleil, La Paix, Martissant) où le PM Laurent Lamothe annonce des mesures pour lutter contre la cherté de la vie dont une commande de 300.000 sacs de riz

Les Haïtiens savent aussi manifester pour la bonne cause

PORT-AU-PRINCE, 14 Septembre – Les manifestants de la semaine dernière se distinguaient des foules dépenaillées d'autrefois. Manifestant pour une cause d'intérêt non seulement concret mais durable. Comme on parle justement de développement durable. Mais en ne se contentant pas d'en parler. Passant à l'acte. Du moins la première phase. Exiger des pouvoirs publics que des

(MANIFESTATIONS / p. 5)

Haïti : la presse pourrie !

(VOIR / p. 8)

COMPÉTITIVITÉ
Haïti toujours bon dernier, oui mais …

(COMPETITIVITE... suite de la 1ère page)

n'a pourtant pas ménagé ses efforts ces derniers mois. 'Haiti is open for business.' Un billboard le proclame jusqu'au haut de l'autoroute la plus importante de Miami, I-95.

D'abord il faut dire que le gouvernement, avec à sa tête une star de la musique populaire donc trop porté sur le flonflon, a crié victoire trop vite, a pris ses rêves pour la réalité.

Mais deuxièmement, cela ne veut pas dire que les efforts entrepris ne sont pas méritoires et qu'ils ne porteront pas des fruits à terme.

La modernisation de l'administration (secteurs économie, commerce et industrie, mécanisme d'investissements, agro-industrie, tourisme, représentation extérieure etc) c'est du durable.

Ce n'est pas un match de foot …

Mais ce n'est pas un match de foot (comme Haïti battant la semaine dernière Porto-Rico 2-1, Coupe Digicel-Caraïbes) où le résultat est connu après 90 minutes … Comme le gouvernement lui-même a eu le tort de vouloir le laisser croire. Annonçant entre autres des taux de croissance à la cantonade, en veux-tu en voilà.

Bref les gens n'y voient que du feu. Et l'on est tenté de dire : tant mieux. Trop compliqué, en effet !

Selon un économiste très apprécié, il ne faut pas tenir le gouvernement pour seul responsable, c'est toute la société haïtienne qui doit mettre son devoir au propre.

Exact.

Les deux principales sources de richesses dans notre pays ayant toujours été le monopole et le contrôle du gouvernement qui le concède.

Ne nous laissons pas conter ! …

Alors que la compétitivité (dont il est question mais qui n'est pas vraiment tel qu'elle se pratique – ne nous laissons pas conter !) c'est Primo : le respect le plus total des règles du jeu.

Secundo : les retombées sociales.

Dès lors pas étonnant que notre voisine la République dominicaine que nous considérons en Haïti comme le sommet du développement, ne figure qu'à la 105e place du classement du Forum Economique Mondial. Les observateurs s'accordent à dire que le peuple dominicain ne bénéficie pas comme cela devrait être de cette croissance imbattable que vit son pays depuis de nombreuses années. Une trop grande partie des revenus vont à l'extérieur.

Tandis qu'aux Etats-Unis ce serait le contraire. Ce sont les capitaux qui s'envolent vers des cieux plus cléments. Les économies émergentes à base de salaires plus bas où les investisseurs bénéficient d'une rentabilité inimaginable au pays d'origine.

D'où aux Etats-Unis un chômage à plus de 8% qui rend aussi incertaine actuellement la course à la présidence.

Réglée comme une montre …

Aussi retrouve-t-on plutôt à la première place de ce classement la Suisse. En effet, une place sûre ! C'est la destination de tous les milliards (hier surtout) plus ou moins mal acquis ou provenant de l'évasion fiscale.

Ensuite tout le pays est réglé (c'est le cas de dire) comme une montre. Y compris au plan de la natalité ! Alors les problèmes socio-économiques sont plus rares.

En m'écoutant vous vous dites sans doute : quant à nous nous n'avons ni capitaux, ni revenus, et quant aux milliards mal acquis et ceux de l'évasion fiscale c'est nous qui les fournissons au reste du monde.

Pour finir le chômage est le dernier des soucis de nos candidats à la présidence.

Ce n'est donc pas seulement bon dernier, mais dernier des cons !

Le gouvernement actuel promet de changer les choses.

Pas pour aboutir forcément aux mêmes conclusions que nous !

Haïti en Marche 16 Septembre 2012

Haïti 142e sur 144

HPN - Haïti occupe la 142e place sur 144 pays, selon un rapport publié par le Forum économique mondial sur les performances des pays dans le domaine de la compétitivité.

Avec une moyenne de 2.90 sur 7, Haïti est l'avant dernier du classement de cette étude réalisée par le Forum économique mondial sur 144 pays dans le domaine de la compétitivité.

La Suisse vient en tête des pays les plus compétitifs du monde suivi du Singapour et de la Finlande. La République dominicaine occupe la 105e place du classement.

15 000 chefs d'entreprises dans 144 pays ont été interrogés dans le cadre de cette étude de WEF.

Ce rapport tient compte de plus de 100 indicateurs organisés en 12 catégories. Il s'agit des 12 piliers de compétitivité, qui permettent de dresser un portrait de la compétitivité d'un pays.

Ces piliers sont les institutions, les infrastructures, la stabilité macroéconomique, la santé et l'éducation primaire, l'enseignement supérieur et la formation professionnelle, l'efficacité du marché des marchandises, l'efficacité du marché du travail, le niveau d'évolution du marché financier, le niveau technologique, la taille du marché, le niveau d'évolution commerciale et l'innovation.

Selon l'économiste Kesner Pharel, le gouvernement n'est pas le seul responsable de ce mauvais classement. I s'agit, selon lui, d'une remise en cause de l'organisation de toute la société haïtienne.

Visite d'entrepreneurs bahaméens

Une délégation d'investisseurs bahaméens ayant à sa tête le président de la chambre du commerce et d'industrie des Bahamas Chester Cooper, effectue une visite en Haïti cette semaine en vue d'évaluer les possibilités d'investissement dans le pays, a appris Haïti Press Network.

Selon M. Cooper, la délégation aura pour tâche d'évaluer et d'analyser les possibilités d'investissement dans des domaines clés en Haïti, notamment dans l'agriculture, le tourisme, la construction, les services financiers, les assurances et l'ingénierie.

Cette démarche s'effectue entre-autres dans le cadre du renforcement des relations entre Haïti et les Bahamas, tout en favorisant le développement du secteur commercial entre les deux pays, a-t-il souligné.

Par ailleurs, le président de la chambre du commerce des Bahamas encourage les entrepreneurs haïtiens à venir investir aussi aux Bahamas.

Une soixantaine de Députés forment un nouveau bloc majoritaire présidentiel

Les députés, répondant à une invitation du Président de la République ont passé le week-end des 15 et 16 Septembre au Club Indigo sur la côte des Arcadins. Le but de la rencontre était de prendre une décision concernant le projet du chef de l'Etat relatif à la désignation de deux conseillers électoraux par la Chambre basse.

Les parlementaires ont signé un « pacte d'agrément » .qui les engage à se mettre au service de l'Exécutif pour le processus visant à compléter le Conseil Electoral Permanent, que d'autres parlementaires, ainsi que des leaders politiques et des dirigeants de la société civile continuent à contester.

64 Députés avaient fait le déplacement et quatre aux autres avaient mandaté des collègues pour signer la déclaration du Club Indigo, a laissé entendre le ministre chargé d'assurer le lien entre l'Exécutif et le Parlement, Ralph Théano.

Le nouveau bloc parlementaire présidentiel, qui détient la majorité des sièges à la Chambre basse, a à sa tête le Député de Croix-des-Bouquets-Thomazeau (ouest), Jean Tholbert Alexis, qui, en sa qualité de responsable des affaires politiques, a travaillé à la formation d'un bureau provisoire.

Le bloc intitulé «Parlementaires pour la Stabilité et le Progrès» (PSP) mais déjà surnommé par la malice populaire : 'Palmantè Sou Payroll' - est dirigé par un bureau de 7 membres: Mr Jean Tholbert Alexis, Cordonnateur Général ; M. Elie blaise, Coordonnateur Administratif ; Mme Ogline PIerre, Première Secrétaire ; M. Kenston Jean-Baptiste Porte-Parole ; M. Abel Descolines Porte-parole ; Mr Fritz Chéry Porte Parole.

La liste d'adhésion étant ouverte, d'autres membres de la Chambre Basse sont invités à emboiter le pas. Le Président de la République qui participait à cette retraite en compagnie de plusieurs Ministres, a exprimé sa satisfaction et félicité les Députés.

Lamothe met la main à la pâte
Le PM promet que le prix du riz sera révisé à la baisse

HPN - Le chef du gouvernement, Laurent Salvador Lamothe a promis, vendredi, une baisse du prix du riz sur le marché local afin de soulager les petites bourses. « Le prix du riz est trop élevé sur le marché. Je vais travailler sur un programme que je dois présenter au président Martelly en vue de parvenir à une baisse du prix d'ici la semaine prochaine », a promis le Premier ministre Laurent Salvador Lamothe. Il a fait cette promesse à des centaines de familles, en majorité des femmes, de la localité de Saieh, à Carrefour-Feuilles, un quartier populaire de Port-au-Prince, lors du lancement du programme gouvernemental : « Ti manman cheri ». Des mères de famille ont appelé les autorités gouvernementales à prendre des mesures urgentes pour une révision à la baisse du prix des produits de première nécessité. « Un petit sac de riz se vend à 1000 gourdes. Les prix des produits alimentaires sont toujours plus élevés. La population en grande partie vit dans le chômage. Il faut une intervention rapide du gouvernement pour changer les choses », revendiquent des mères, qui prenaient à tour à tour la parole.

Le gouvernement va importer 300.000 sacs de riz

Le Premier ministre haïtien Laurent Lamothe a annoncé vendredi lors d'un déplacement à La Saline que le gouvernement va importer 300.000 sacs de riz afin de faire chuter le prix du produit sur le marché.

M. Lamothe qui s'est dit déterminé à lutter contre la cherté de la vie, a indiqué qu'une commission ministérielle formée de la Primature, des ministres du commerce, de l'agriculture et du bureau de monétisation était chargée d'importer le riz. La commission doit également travailler avec des membres de la société civile et du secteur paysan en vue de proposer des solutions au problème de la hausse des prix des produits de première nécessité. M. Lamothe se trouvait vendredi dans le quartier de La Saline pour assurer une distribution de kits alimentaires à un groupe de 500 mères, ce dans le cadre du programme «Ti manman cheri ».

Selon les responsables, « Ti manman cheri » est un programme de protection sociale qui a pour but d'aider les mères à prendre soin financièrement de leur famille et à investir dans l'éducation de leurs enfants. « L'aide financière fournie aux mères varie de 400 à 800 gourdes tous les mois », ont précisé les responsables, sans toutefois indiquer la durée du programme.

Selon le Premier ministre Lamothe, un budget de 13 millions de dollars est prévu pour ce programme qui doit toucher plus de 5.000 personnes d'ici décembre prochain.

Création d'une commission pour la stabilisation des prix

Le Bureau de communication de la Primature informe le public en général et la presse en particulier qu'il a été créé, le 14 septembre 2012, une commission de stabilisation des prix formée de représentants de la Primature, du Ministère du Commerce et de l'Industrie (MCI), du Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR), du Conseil de Développement Economique et Social (CDES), et de la Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire (CNSA).

Cette commission a pour mandat de proposer des mesures de stabilisation des prix des denrées considérées comme «sensibles» en raison de leur importance dans le panier de la ménagère haïtienne.

Le gouvernement réitère sa ferme volonté de lutter contre la vie chère à travers des mesures concrètes, rapides, appropriées et efficaces. Elle en profite pour inviter les acteurs concernés (importateurs, grossiste et détaillants) à faire preuve de sérénité face aux anticipations spéculatives non fondées. Le marché haïtien est actuellement bien achalandé et les prix sur le marché international stables.

La commission entend travailler de concert avec les acteurs concernés (secteur privé et associations paysannes) pour adopter les trains de mesures susceptibles de concourir à la stabilité des prix.»

Accident de camion: 12 morts

Neuf personnes dont 5 femmes ont été tuées sur le champ dans un accident sur la route nationale numéro 4 dans la localité de Fonds-Parisien; 18 blessés ont été transportés à l'hôpital, a appris Haïti Press Network.

3 autres personnes sont décédées à l'hôpital, a indiqué M. Olden Saintilus, un inspecteur de la police nationale. D'après les responsables de la Protection civile qui ont confirmé la nouvelle, l'accident s'est produit mardi soir. Un camion rempli de marchandises et de passagers s'est renversé en raison du mauvais état de la route. Selon la Protection civile, le système de freinage du camion était défectueux.

Cayes: la grève générale une réussite

[AlterPresse] --- Paralysie totale des activités, le jeudi 13 septembre, à l'occasion de la grève générale départementale, annoncée par le secteur privé des affaires pour protester contre la montée du phénomène de l'insécurité dans la ville des Cayes (troisième ville du pays à environ 200 km au sud de Port-au-Prince) et contre la politique du gouvernement Michel Martelly - Laurent Lamothe.

Les magasins, les banques privées, les stations à essence ont gardé leurs portes fermées. Le transport en commun a travaillé au ralenti.

Se déclarant satisfaits à la mi-journée, les initiateurs de la grève réaffirment leur intention de poursuivre la mobilisation jusqu'à ce que le gouvernement apporte une réponse à leurs revendications.

Cette grève a bénéficié du soutien du secteur politique cayen

(EN BREF / p. 14)

PARLEMENT

Formation à la chambre basse d'un bloc pro-Martelly

Au terme d'une retraite de deux jours à l'hôtel de plage Club Indigo, les députés ont constitué vendredi soir une majorité de 60 parlementaires favorables à l'exécutif: le bloc « Parlementaire pour la stabilité et le progrès ».

C'est le bureau de communication de la présidence qui a fait l'annonce de la création de ce bloc majoritaire présidentiel à la chambre des députés. « Dénommé « Parlementaires pour la Stabilité et le Progrès (PSP) », ce bloc de soixante (60) adhérents, a pour mission d'accompagner l'Exécutif dans ses différentes entreprises », lit-on dans une note de la présidence.

Le bloc « Parlementaires pour la Stabilité et le Progrès » est dirigé par un bureau de sept membres :

M. Jean Tholbert Alexis, Coordonnateur Général ;
M. Elie Blaise, Coordonnateur Administratif ;
Mme Ogline Pierre, Première Secrétaire ;
M. Astrel Dolné, Deuxième Secrétaire ;
M. Kenston Jean-Baptiste, Porte-Parole ;
M. Abel Descolines, Porte-Parole ;
M. Fritz Chéry, Porte-Parole

« Nous avons voté l'actuel Gouvernement, il est normal que nous soutenions ses actions… M. le Président, vous pouvez compter sur nous. Nous allons nous mettre au travail », a déclaré le Député Jean Tholbert Alexis, Coordonnateur Général du PSP.

« Par cette action patriotiquement concertée à la suite de débats houleux, ces députés ont prouvé qu'ils ont compris l'urgente nécessité de se mettre ensemble afin de répondre aux exigences de l'heure », commente la présidence.

L'international met en garde contre l'insécurité

Port-au-Prince, le 13 septembre 2012 - (AHP) - La recrudescence des actes d'insécurité à Port-au-Prince a déjà de graves conséquences sur l'image du pays sur la scène internationale à un moment où les autorités haïtiennes ne cessent d'appeler les investisseurs étrangers à venir dans le pays.

Plusieurs pays ont appelé leurs ressortissants à faire preuve de prudence et à éviter les grands rassemblements et les manifestations, car ces attroupements peuvent soudainement donner lieu à des incidents violents.

C'est le cas de la France, du Canada et des Etats-Unis entre autres.

Depuis le 9 août dernier, le ministère français des Affaires étrangères rappelle que la criminalité demeure importante dans le pays, qu'il s'agisse des enlèvements ou des homicides. Bien que la population locale (haïtienne) soit principalement touchée, les étrangers ne sont pas épargnés, note l'administration française.

Pour limiter au maximum les risques d'agression, la France conseille à ses ressortissants de limiter au strict minimum le transport de sommes d'argent liquide et en cas d'agression de ne jamais opposer de résistance et d'obtempérer

(INSECURITE / p. 5)

SOMMAIRE

L'EVENEMENT
Mort subite du musicien Jacques 'Doudou' Chancy p.1

ANALYSE
Trop de crises à la fois, gare à l'atterrissage p.1

ENVIRONNEMENT
Les Haïtiens savent aussi manifester pour la bonne cause p.1

ECONOMIE-COMPETITIVITE
Haïti toujours bon dernier, oui mais p.1

MEDIAS
Haïti : la presse pourrie p.1

ACTUALITES
Le gouvernement va importer 300.000 sacs de riz p.1
Députés forment un nouveau bloc présidentiel p.2
Visite d'entrepreneurs bahaméens p.2
Un accident de la circulation fait 12 morts p.2
Plusieurs pays mettent en garde contre l'insécurité à P-au-P p.3

PATRIMOINE
Interrogations autour de l'avenir du centre historique de la capitale p.8

LIBRE PENSER
Symboles p.14

DEVELOPPEMENT DURABLE
L'évacuation du parc La Visite page 15

EDUCATION
Rentrée : un budget estimatif de plus de 4 milliards de gourdes p.16

Mort de Jacques 'Doudou' Chancy

(ADIEU... suite de la 1ère page)

King Kino se produisait aussi à ce spectacle. Doudou, qui exécutait un solo, s'est écroulé à ses pieds.

Il fut conduit immédiatement à un centre hospitalier mais c'était pour constater la mort.

Jacques 'Doudou' Chancy est le jeune frère de Georges Loubert Chancy, le saxophoniste du légendaire groupe Skah Shah.

Doudou jouait aussi du sax comme son aîné.

Son rêve était de doter Haïti d'une bonne école de musique. C'est ainsi qu'il voyageait de temps en temps dans le pays pour y organiser des camps et faire un peu l'inventaire des jeunes talents-musiciens du pays.

Doudou était restée très attaché à son pays et rêvait de voir les choses changer chez nous.

C'est une grande perte pour notre pays.

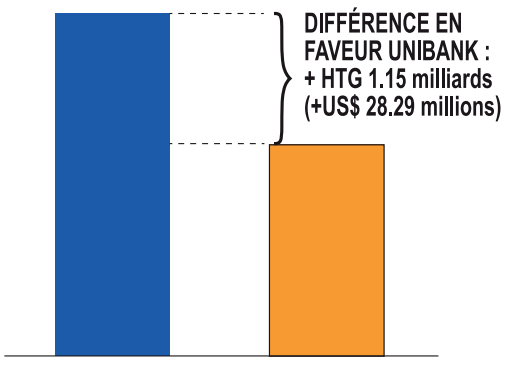
Nos sympathies à Loubert et au reste de la famille ainsi qu'aux fans.

LE LEADERSHIP DE LA UNIBANK CONFIRMÉ!

Quelle est la Banque la
Plus Solide du Système Financier ?

La UNIBANK a creusé l'écart entre elle et la banque se classant en deuxième position, selon le *Rapport Statistiques et Indicateurs Financiers* de la Banque de la République d'Haïti au 30 septembre 2011. Sans fusion ni acquisition depuis son inauguration le 19 juillet 1993, la plus jeune des banques a consolidé sa première place dans les domaines suivants[1]:

CAPITAL
(=Solidité)

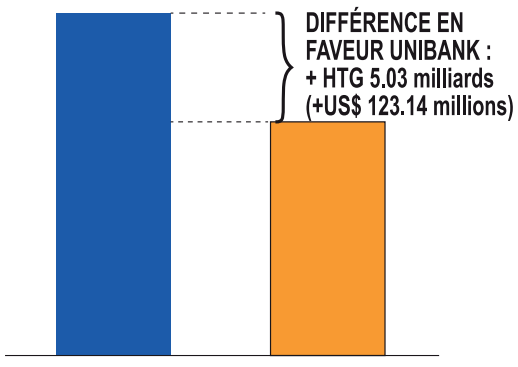


UNIBANK #1
HTG 3.75 milliards
(US$ 91.84 millions)[2]

BANQUE #2
HTG 2.60 milliards
(US$ 63.55 millions)

Part de la UNIBANK dans le capital du système bancaire : 39.5%

ACTIFS
(=Taille)

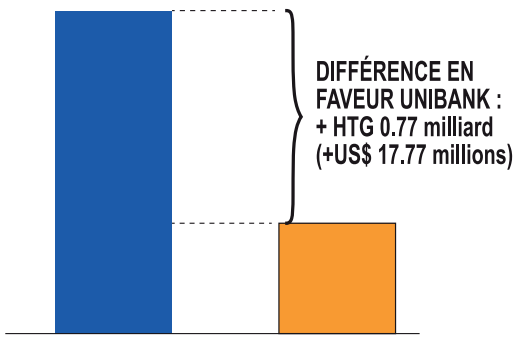


UNIBANK #1
HTG 48.04 milliards
(US$ 1,175.42 milliards)

BANQUE #2
HTG 43.01 milliards
(US$ 1,052.29 milliards)

Part de marché de la UNIBANK : 31.2%

RENTABILITÉ
(=Efficacité et Performance)



UNIBANK #1
HTG 1.12 milliards
(US$ 27.69 millions)[3]
de profits bruts avant impôts

BANQUE #2
HTG 0.40 milliard
(US$ 9.92 millions)

Part de la UNIBANK dans les profits bruts du système bancaire : 50.6%

[1] Banque de la République d'Haïti, www.brh.net/stats_financières.html, au 30 septembre 2011, en milliards/millions de gourdes et de USD, bilans non-consolidés et non-audités
[2] Au taux de change du 30 septembre 2011 : 40.8742 gourdes pour un dollar
[3] Au taux moyen de change de l'exercice 2010-2011 : 40.3231 gourdes pour un dollar

Merci aux 900,000 Clients de la Banque Préférée d'Haïti® ! Merci aux 300,000 Clients Haïtiens vivant à l'Etranger !
Merci aux 1,642 Collaborateurs de la UNIBANK et de ses filiales ! Merci aux 357 Actionnaires de la Banque la Plus Solide d'Haïti® !

UNIBANK
"Faisons route ensemble"
www.unibankhaiti.com

PC UB01_CRF_11120702_11186-9

Trop de crises à la fois … Gare à l'atterrissage!

(POLITIQUE ... suite de la 1ère page)

Après toute une année de tranquillité comme un round d'observation, ou une sorte de bénéfice du doute accordé au nouvel élu, le président Michel Joseph Martelly - la base sociale a commencé à bouger.

La semaine dernière des manifestations populaires ont éclaté en divers points du territoire.

Les revendications sont diverses. En tête la cherté de la vie et l'insécurité. Deux préoccupations on ne peut plus évidentes.

La rentrée dans deux semaines …

Ensuite la rentrée dans deux semaines. Aussi bien les parents d'élèves que les enseignants sont aux abois, ces derniers aussi inquiets pour la sécurité de leur emploi que pour leur salaire (les uns se battant pour faire confirmer leur nomination, les autres pour des arriérés de salaires, et tous pour une augmentation difficile à arracher à une administration qui a modéré son ton triomphaliste et fait aujourd'hui ouvertement état de ses difficultés).

Signe des temps : on a manifesté aussi pour dénoncer l'insécurité environnementale.

Du nord au sud de la capitale, à Carrefour Marin (Croix-des-Missions) comme à Léogane la population est sortie dans les rues pour exiger que des travaux plus définitifs soient entrepris pour contrôler les débordements des cours d'eau qui pendant la saison des pluies tropicales emportent sans distinction corps et biens : Rivière Grise, la Rouyonne etc.

L'insécurité en première ligne …

Mais une crise tout aussi pressante et montée ces dernières semaines en première ligne c'est celle de l'insécurité. Généralisée. Galopade effrénée. Oui nous disons crise parce que le problème est arrivé à son point critique. Ou ça passe ou ça casse ! Mais alors le total retour au chaos.

Le gouvernement à ce stade devrait avoir un 'task force' (une cellule de crise) qui travaille sur toutes ces questions en général et sur chacune d'elles en particulier.

En les plaçant dans un certain ordre de priorité. Selon leur gravité mais aussi selon ses capacités d'intervention.

Surtout éviter les 'exercices-pompiers' pour lesquels les dirigeants haïtiens sont passés maître. C'est à dire courir ici et là au gré des revendications locales. Populisme toujours sans lendemain.

La rentrée scolaire est un test incontournable chaque année mais qui n'est jamais réussie à cent pour cent.

Par contre le problème insécurité conditionne tout le reste.

La semaine dernière, le responsable a.i. de la police de Pétionville, l'inspecteur Patrick Rosarion, a exposé courageusement (et preuves à l'appui) comment des petits voyous qui rançonnent et tuent sans vergogne sont remis en liberté par les autorités judiciaires le jour même où ils ont été appréhendés par la police.

Inauguration par le président Martelly d'une nouvelle école communale à Anse-à-Veau (Nippes, Sud)

Assez jouer au gendarme et au voleur …

C'est la preuve entre mille que malgré l'escalade vertigineuse de la criminalité des rues et les cris poussés jusque dans le milieu diplomatique international, le pouvoir en place n'a pas encore conçu une politique bien spécifique à ce sujet, se contentant de jouer au gendarme et au voleur.

Faisant confiance à la Minustah (mission des casques bleus) pour le cas où les choses se gâteraient pour de bon. Donc faisant passer implicitement les citoyens par pertes et profits.

Mâter cette insécurité serait aussi de bon augure pour l'économie et les efforts de relance. Les victimes sont dans de nombreux cas des responsables de petites et moyennes entreprises qui sortent de la banque avec le payroll des employés.

Trop d'émiettement de l'aide officielle …

On reconnaît que la tâche la plus laborieuse, si ce n'est le vrai dilemme, c'est la création d'emplois. Comment mettre des gourdes (monnaie haïtienne) dans la poche des gens d'autant que le réveil de la production nationale prendra, même en y mettant le meilleur de nous-mêmes, au moins plusieurs années après qu'on se fut condamné pendant si longtemps à tout recevoir de l'extérieur.

Pour l'instant les autorités tentent d'amoindrir le choc par la création de différents programmes d'assistance sociale.

Laissons parler les manifestants. Aussi bien ceux qui ont fait gronder les rues du Cap-Haïtien (deuxième ville du pays) le mercredi 12 septembre que les riverains de la Rivière Grise, au nord de la capitale, tous ont dit leur désapprobation de cet émiettement de l'aide officielle sous de multiples casquettes. Parce qu'on ne sait à quel saint (ou sainte !) se vouer !

Qui paiera l'addition ? …

Là encore c'est la preuve que le pouvoir n'a pas une politique bien définie (encore moins centralisée) même en matière de ce qu'il appelle la pauvreté extrême ! Et d'ailleurs il ne s'agit pas seulement aujourd'hui de pauvreté mais d'une politique que tout pays, même les Etats-Unis, se doit de concevoir face à une crise économique dont nul ne peut encore prévoir l'issue.

Mais qui paiera l'addition ? L'international nous a lancé plusieurs signaux qu'il nous faut cette fois nous débrouiller presque tout seuls.

Gigantesque course d'obstacles …

Le gouvernement a reçu le message. La lutte contre la contrebande et l'évasion fiscale semble s'amplifier.

Mais des faux pas comme dans la liste des contribuables frappés d'interdiction de départ - et dont certains ne seraient pas concernés c'est encore une preuve d'un manque de coordination et donc de l'absence d'un véritable esprit de mise en commun de toutes les ressources, mais vraiment toutes (financières et techniques et toutes autres expertises, à plus forte raison celles qui ont déjà fait leurs preuves sur le terrain), dans la lutte pour traverser cette gigantesque course d'obstacles que représentent les différents défis auxquels en même temps fait face le gouvernement Michel Martelly – Laurent Lamothe mais qui c'est une seule et même crise : une économie haïtienne plus encore qu'installée dans une totale dépendance, mais surtout totalement arriérée.

Donc tout décollage économique doit aussi être moderne - dépasser le fantoche des 'révolutions économiques' à la Baby Doc (1971-1986) - ou il ne sera pas !

Vous voyez que nous n'avons point noté la crise politique ? Quelle importance !

Haïti en Marche, 15 Septembre 2012

LIBERTE EGALITE FRATERNITE
REPUBLIQUE D'HAITI

AVIS JUDICIAIRE

PAR CES MOTIFS, le Tribunal après en avoir délibéré et au voeu de la loi, statuant publiquement par défaut au nom de la République et à charge d'appel, accueille l'action de la demanderesse pour être juste et fondée. Maintient le défaut requis et octroyé à l'audience du mercredi 21 Juin 2012 contre la dame Darline DELPECHE pour faute de comparaitre conformément à l'article 49 du Code de Procédure Civile Luc D. Hector. Valide le conge de location de deux années accordée à la dame Darline Delpeche par la dame Fontaine Marie Antoine J. de sa maison située à Carrefour, Mahotière 75, Impasse regina # 71 conformément à l'article 3 de la loi du 17 Mai 1948 sur les loyers. Dit et declare que la dame Darline Delpeche doit payer régulièrement et à date fixe ses redevance locatives. Faute par elle de le faire elle sera déguerpi des lieux. Dit et declare q'à l'expiration de la période s'étend le congé de location au cas ou la dame Darline Delpeche persisterait à occuper la maison de la requérante, elle sera expulsé des lieux. Compense les frais dépens de la procédure. Commet l'huissier Jean François de ce tribunal pour la signification du présent jugement vu qu'il est par défaut ceci avec commandement

Ainsi jugé et prononcé par nous Wilfrid Macenat juge en audience civile et publique ordinaire du mercredi 21 Juin 2012 du Tribunal de Paix de Carrefour avec l'assistance du sieur Anousse Exantus greffier du siège.

Il est ordonné etc……
En foi de quoi etc…..

Pour expedition conforme, Collationnée, le greffier.

Pour ordre de Publication
Me. Luc Sainvilio, avocat

Les Haïtiens savent aussi manifester pour la bonne cause

(MANIFESTATIONS ... suite de la 1ère page)

travaux sérieux soient enfin entrepris pour maitriser les débordements des rivières qui baignent les communes bordant la capitale et causent tragédies humaines et dommages matériels importants pendant la saisons des averses tropicales.

Mais c'est aussi partout le cas dans un pays qui a vu sa couverture forestière réduite comme une peau de chagrin (pas plus de 2 pour cent, selon les experts).

Vivre ou mourir …

Si depuis longtemps le peuple s'était décidé à vivre ou mourir pour une telle cause, Haïti serait bien différente.

Pourtant cette actualité avait commencé en sens contraire – ce qui ne veut pas dire de manière absolument opposée. En effet, tout récemment des foules étaient descendues devant le palais présidentiel pour protester contre la décision administrative de les chasser des terres qu'elles occupent sur les pentes du Morne L'Hôpital, au haut de la capitale, et qui sont classées zone réservée au nom de la lutte contre la destruction de l'environnement.

Le gouvernement semble avoir mis une sourdine.

Puis éclate le scandale et même la tragédie du Parc La Visite (une forêt dans le Sud-Est) où des paysans trouvent la mort alors que juges et policiers étaient venus les en chasser.

Dans ces deux exemples c'est l'Etat qui se veut le protecteur de l'environnement.

C'est l'Etat qui est futile …

La semaine dernière ce sont au contraire les citoyens qui ont pris la question en main.

Réponse : les gens ne sont pas fous et n'acceptent pas pour leur bon plaisir de vivre aussi dangereusement, jusqu'au fond de ravins dont les crues menacent constamment de les emporter avec leurs enfants …

Dans le cadre de dispositions pour combattre la vie chère', distribution à Cité La Paix (Port-au-Prince) sous la direction du chef du gouvernement de kits alimentaires accompagnés d'un téléphone cellulaire sur lequel un transfert entre 400 et 800 gourdes sera effectué chaque mois pour les mères de famille inscrites

Non c'est l'Etat qui est futile, qui a failli. D'un côté comme de l'autre, laissant des communautés s'établir aux endroits interdits par la loi pendant de longues années. Puis pour intervenir presqu'à son corps défendant. Soit après une catastrophe. Et encore il n'en faut pas moins que le séisme du 12 janvier 2010 qui a fait au moins 250.000 morts.

Soit sous pression des bailleurs internationaux.

Dans le cas du Morne l'Hôpital et du Parc La Visite le problème est humain, donc plus complexe à résoudre. Cependant il le faudra. Au nom de l'intérêt commun.

Se ceindre du manteau des ancêtres …

Dans le cas de Carrefour-Marin, de la Rouyonne à Léogane, ou de la rivière Les Orangers dans les hauteurs de Jacmel, ou de la Grande Rivière du Nord, ou de la Ravine du Sud, il est simplement technique, quoique pas simple. C'est le cas aussi dans maints autres endroits d'un pays ravagé à cause de la négligence impardonnable des pouvoirs publics.

Bizarre qu'aucun de nos présidents de la République, alors que tous aiment tant se ceindre du manteau des ancêtres, aucun d'entre eux qui ait distingué dans cette réhabilitation de l'environnement du pays l'œuvre la plus patriotique de notre siècle.

Pourtant le président Dumarsais Estimé (1946-1950) transforma la Vallée de l'Artibonite auparavant un désert en une immense rizière.

Il fut renversé par l'armée. Avec l'assentiment de Washington.

Mélodie 103.3 FM Port-au-Prince

L'international met en garde contre l'insécurité

(INSECURITE ... suite de la page 3)

aux ordres donnés.

Les grandes villes haïtiennes, et singulièrement Port-au-Prince, notamment aux abords des établissements d'enseignement supérieur et dans le centre historique de la capitale, sont sporadiquement le théâtre de manifestations parfois violentes, estiment les autorités françaises.

Le Canada demande également à ses ressortissants d'être constamment sur leurs gardes et de rester attentifs à ce qui se passe autour d'eux en raison du taux élevé de criminalité en Haïti.

Le ministère canadien des Affaires étrangères souhaite que les Canadiens évitent tout voyage non essentiel dans les secteurs de Martissant, Carrefour, Bel-Air et Cité-Soleil à Port-au-Prince, car les conditions de sécurité y sont particulièrement instables et dangereuses.

Ces quartiers restent relativement dangereux en raison de la criminalité qui y sévit et de la capacité réduite des autorités locales à y maintenir l'ordre, soutiennent les autorités canadiennes ajoutant que la sécurité des personnes n'est pas garantie et que la police n'est pas en mesure de répondre assez rapidement aux appels à l'aide dans ces secteurs.

Les Etats-Unis ont de leur coté averti leurs ressortissants qui vivent ou voyagent en Haïti qu'ils doivent être prudents. Des vols à main armée ont eu lieu au cours des deux derniers mois après que les clients eurent effectué un retrait bancaire, selon les autorités américaines.

De son côté, le secrétaire général des Nations-Unies avait fait remarquer la semaine dernière, dans son rapport sur la situation d'Haïti, que les chiffres de la criminalité recueillis par la Police nationale d'Haïti et la Minustah témoignaient d'une forte augmentation du nombre d'homicides entre février et août 2012.

On a enregistré une moyenne de 99 meurtres par mois, de mars à juillet 2012, contre 75 au cours de la même période en 2011, et avec un pic de 134 meurtres en juillet 2012, mois le plus violent depuis le tremblement de terre de janvier 2010, relate le rapport du secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon.

En Haïti, des secteurs relèvent une certaine ambivalence dans les déclarations des grands pays de la communauté internationale qui paraissent d'un côté soutenir l'action des autorités haïtiennes en faveur du développement, mais de l'autre, décourager les investisseurs à venir en Haïti, en mettant en garde contre la criminalité et l'insécurité dans le pays.

Le gouvernement va importer 300.000 sacs de riz

(IMPORTATIONS ... suite de la 1ère page)

prix du produit sur le marché.

M. Lamothe qui s'est dit déterminé à lutter contre la cherté de la vie, a indiqué qu'une commission ministérielle formée de la Primature, des ministres du commerce, de l'agriculture et du bureau de monétisation était chargée d'importer le riz. La commission doit également travailler avec des membres de la société civile et du secteur paysan en vue de proposer des solutions au problème de la hausse des prix des produits de première nécessité. M. Lamothe se trouvait vendredi dans le quartier de La Saline pour assurer une distribution de kits alimentaires à un groupe de 500 mères, ce dans le cadre du programme «Ti manman cheri ».

Selon les responsables, « Ti manman cheri » est un programme de protection sociale qui a pour but d'aider les mères à prendre soin financièrement de leur famille et à investir dans l'éducation de leurs enfants. « L'aide financière fournie aux mères varie de 400 à 800 gourdes tous les mois », ont précisé les responsables, sans toutefois indiquer la durée du programme.

Selon le Premier ministre Lamothe, un budget de 13 millions de dollars est prévu pour ce programme qui doit toucher plus de 5.000 personnes d'ici décembre prochain.

FICHE D'ABONNEMENT À HAÏTI EN MARCHE

Nom _____

Adresse _____

_____

	Coût pour Six Mois	Coût pour Un An
Haïti	US $ 40.00	US $ 78.00
Etats Unis	US $ 40.00	US $ 78.00
Canada	US $ 42.00	US $ 80.00
Europe	US $ 70.00	US $ 135.00
Amérique Latine	US $ 70.00	US $ 135.00

Dans le cas d'un abonnement avec livraison, le coût est le double. Prière de spécifier si vous êtes un nouvel abonné ou s'il s'agit d'un renouvellement

Nouveau ☐ Renouvellement ☐

Minustah hier, aujourd'hui et demain

(MINUSTAH ... suite de la 1ère page)

Haïti pour encore une année.

Ban Ki-moon suggère aussi que la mission onusienne (Minustah) reste en Haïti pendant au moins 4 à 5 ans.

Cela dit tout le reste du rapport n'est qu'un alignement de lieux communs. 'Instabilité politique, non-respect de la légalité et revendications sociales non satisfaites' et bien entendu 'chômage et pauvreté'. Etc.

A ce compte là, et en cette période de crise économique aigue et d'autres bouleversements avec guerre civile et menace de partition territoriale à la clé, la moitié de la terre devrait être sous mission onusienne.

Y a-t-il des casques bleus au Kenya ou au Nigéria où des fanatiques religieux s'étripent ? En Lybie, après l'attaque à la roquette provoquant la mort de l'ambassadeur des Etats-Unis et de trois autres diplomates américains.

Faut-il que Haïti soit un chouchou pour avoir droit à tant de faveurs !

L'ardoise s'élève à la bagatelle de 648 millions de dollars américains l'an.

Cependant avant chaque élection présidentielle on nous dit que ce sera la dernière qui sera supervisée par la force onusienne.

Ce fut le cas en 2006 à l'arrivée du président René Préval.

Puis survint le séisme du 12 janvier 2010. Parmi les 250.000 morts, de nombreux fonctionnaires onusiens, dont le numéro 1 de la mission, Mr Hedi Annabi.

Puis la tragédie du choléra. Plus de 7.000 morts en deux ans. L'ONU refusant d'admettre que l'épidémie est arrivée dans ses bagages. Des militaires népalais cantonnés dans le département du Centre, près d'un affluent du fleuve Artibonite, sont indexés par des rapports d'experts internationaux.

Puis ce sont les présidentielles de 2011 au bout desquelles (et si tout se passait bien), il fut dit à nouveau que la mission devrait pouvoir plier bagages.

L'élu, Michel Joseph Martelly, semble pourtant tout à fait correspondre aux attentes du numéro 1 de la mission, lors le diplomate guatémaltèque Edmond Mulet, actuellement assistant secrétaire général en charge des missions de maintien de la paix dans le monde.

Le même Monsieur Mulet qui dans un câble révélé par Wikileaks expliquait aux autorités de Washington qu'elles doivent commencer à étudier comment elles vont faire lorsque les démocraties sud américaines décideront de retirer leurs troupes car il n'était pas prévu que la Minustah dure aussi longtemps.

Voire éternellement !

Donc ce sont les Etats-Unis qui tiendraient le plus au maintien des casques bleus dans nos murs.

Pour combien de temps ? That is the question.

Et pour quelle raison ? A quelles fins ? C'est la question à 100 mille dollars !

Le chef civil de la Minustah, Mariano Fernandez Amunategui, salue les services rendus par les bataillons paraguayens et uruguayens de la mission onusienne

En tout cas, avec la suggestion de Ban Ki-moon pour garder la mission pendant encore au moins 4 à 5 ans, voici à nouveau esquivé le délai de départ après les présidentielles de 2011 pour le porter pour au moins jusqu'après les présidentielles de 2016.

Et le tour est joué. Qu'y pouvons-nous ?

Voudrions nous activer le retrait de la force internationale ? C'est en faisant mentir les dirigeants onusiens dans tous les arguments qu'ils avancent aujourd'hui et ce coup sur coup depuis 8 ans : 'instabilité politique, non respect de la légalité, revendications sociales non satisfaites'. Ceux-là sont au moins à notre portée.

Le reste, lutte contre le chômage et la pauvreté, viendra par surcroit.

Or comment éviter l'instabilité politique quand chaque petit groupe – même minuscule - qui arrive au pouvoir se dresse sur ses ergots pour revendiquer celui-ci pour lui tout seul en rejetant tous les autres dans les oubliettes de l'histoire.

Puis pour commencer aussitôt à s'arranger pour garder le pouvoir (et ses pompes) ad vitam eternam (en français comme en créole cela signifie : à vie !).

Conclusion : nous sommes notre propre Minustah. C'est nous qui entretenons l'occupation étrangère de notre pays.

Et vice versa les puissances internationales ont intérêt à ce type de pouvoir qui se prend au sérieux alors qu'ils n'ont aucun pouvoir véritable.

Faire semblant d'être un vrai pouvoir à la tête d'un vrai pays souverain.

L'élu de 2016 (avec cette fois encore des élections sous haute supervision onusienne) sera sans doute du même type.

Que voilà donc un tuyau pour les futurs candidats !

Servez-vous, c'est gratis ti cheri.

Mélodie 103.3 FM Port-au-Prince

LIBERTE EGALITE FRATERNITE
REPUBLIQUE D'HAITI

AVIS JUDICIAIRE

Dispositif d'un jugement rendu par défaut par le Tribunal de Paix de Carrefour en date du vingt et kun (21) Juin 2012 au profit de la dame Marie Helène Betty ALEXIS contre la dame Raymond Ferline.

PAR CES MOTIFS, le Tribunal après en avoir délibéré conformément au voeu de la loi, statuant publiquement et par défaut au nom de la République et à charge d'appel. Reçoit l'action de la requérante pour être dregulière en la forme et juste au fond, Maintient le défaut requis et octroyé à l'audience du Jeudi 21 Juin 2012 contre la dame Raymond Ferline pour faute de comparaitre, conformément à l'article 49 du Code de Procédure Civile Luc D. Hector. Dit que la citée la dame Ferline Raymond occupe illégalement la maison de la requérante sise à Carrefour, Cote Plage 26 # 112, impose au No. 3348407 pour n'avoir pas honoré ses redevances locatives. Ordonne en consequence le déguerpissement de la citée Ferline Raymond occupe illégalement de la maison sus-indiquée , conformément au décret du 22 Août 1995 sur l'organisation judiciaire en son article 84. Condamne la dame Ferline Raymond à vingt mille gourdes (20,000. Gdes) de dommages_intérêts conformément aux articles 1168-1169 du Code Civil et aux honoraires des avocats poursuivants. Condamne également la citée aux frais et dépens de la procedure, ce, sera justice. Commet l'huissier Prisnel Pricien de ce tribunal pour la signification du present jugement vu qu'il est par défaut , ceci avec commandant.

Ainsi jugé par nous Wilfrid Marcénat, Juge de Paix de la Commune de Carrefour en audience cilvile, publique, ordinaire du jeudi 21 Juin 2012 au Tribunal de Paix de Carrefour, avec l'assistance du sieur Anousse Exantus, greffier du siège.-

Il est ordonné….etc
En foi de quoi….etc

Me Osner RICHARD, Av
Me Marco BRICE, Av.

LIBERTE EGALITE FRATERNITE
REPUBLIQUE D'HAITI

AVIS JUDICIAIRE

Le Tribunal de Paix de la Commune de Carrefour, compétemment réuni au local ordinaire de ses audiences a rendu en audience publique et en ses attributions civiles des loyers, le jugement suivant entre la dame Marianne Tondreau ayant pour mandataire Frantz Laforest et les dames Lèlène Jacques et Franckel Viviane:

PAR CES MOTIFS, le Tribunal après en avoir délibéré conformément et au voeu de la loi, statuant publiquement et par défaut au nom de la République et à charge d'appel. Maintient le défaut requis et octroyé à l'audience du Jeudi 30 Août 2012 contre les dames Lèlène Jacques et Franckel Viviane pour faute de comparaitre, conformément à l'article 49 du Code de Procédure Civile Luc D. Hector. Accueille l'action de la requérante pour être juste et fondée. Dit et declare que les citées sont en faute pour n'avoir pas vide les lieux après avoir été sommées en date du 23 Août 2012 . Ordonne en consequence l'Expulsion des dames Lèlène Jacques et Franckel Viviane de la maison de la requérante située à Carrefour , Mon Repos 44, Rue Léon # 5, imposée locativement au No 3561552, conformément à l'article 84-4 du décret du 22 Août 1995 sur l'organisation judiciaire . Condamne solidairement les citées à 15,000 Gdes de dommages intérêts. Conformément aux prescrits des articles 1168, 1169 du Code Civil. Condamne également les citées aux frais et dépens de la procedure. Commet l'huissier Jean François de ce tribunal pour la signification du present, ceci avec commandement vu qu'il est par défaut.

Ainsi jugé et prononcé par nous, Wilfrid MARCENAT juge en audience civile, publique, odinaire du jeudi trente (30) Août deux mille douze (2012) au tribunal de Paix de la Commune de Carrefour, avec l'assistance du sieur Anousse Exantus, greffier du siège.

Il est ordonné à tous huissiers sur ce requis de mettre à exécution ce présent jugement, aux officiers du ministère publique près les tribunaux d'y tenir la main aux commandants et autres officiers de la force publique d'y prêter mains fortes lorsqu'ils seront légalement requis.

En foi de quoi, la minute du présent jugement est signée du juge eet du greffier susdits.

POUR EXPÉDITION CONFORME, COLLATIONNÉE

Berno Marcelin, Avocat

MIAMI-DADE COUNTY

Avi Reyinyon Piblik Sou Bidjè

YO AVIZE ke Asanble Komisyonè Konte Miami-Dade ap fè yon **Reyinyon Piblik sou Bidjè** a jou **jedi 20 septanm 2012, a 5 :01 PM, konsènan Bidjè pou AF 2012-2013 la**. Reyinyon sa-a pral fèt nan Sal Reyinyon Komisyon an ki chita nan dezyèm etaj nan bilding Stephen P. Clark Center, 111 N.W. First Street, Miami, Florid, 33128.

Tout moun ki enterese gen dwa vini epi ya tande yo nan lè epi nan lokal ki espesifye la-a

Yon moun ki deside ale an apèl pou nenpòt desizyon ke nenpòt komite, ajans, oswa komisyon pran an rapò ak nenpòt sijè ki te konsidere nan reyinyon an oswa odyans lan, pral bezwen yon anrejistreman deba sa yo. Moun an kestyon an dwe asire ke yon anrejistreman motamo fèt de deba yo, enkli temwayaj ak prèv ke lap itilize kòm baz pou ale an apèl la.

Konte Miami-Dade bay aksè ak opòtinite ekitab nan anplwa epi li pa fè diskriminasyon kont moun enfim nan pwogram li yo oswa sèvis li yo. Pou materyèl nan yon fòma aksesib, yon entèprèt an langaj siy pou moun soud oswa nenpòt lòt akomodasyon, tanpri rele 305-375-2035 oswa voye yon imel nan **agendco@miamidade.gov**.

HARVEY RUVIN, GREFYE
CHRISTOPHER AGRIPPA, KOMI GREFYE

LIBERTE EGALITE FRATERNITE
REPUBLIQUE D'HAITI

AVIS DE DIVORCE

PAR CES MOTIFS, le Tribunal, après examen et sur les conclusions du Ministère Public, maintient le défaut octroyé contre le défendeur à la susdite audience, pour le profit du défaut, déclare fondée ladite action, admet en conséquence le divorce du sieur Lorrol MAURIVAL, d'avec son épouse, née Marjorie TÉLUSMA, pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse, PRONONCE la dissolution des liens matrimoniaux existant entre les dits époux, ORDONNE à l'Officier de l'État Civil de la section Est de Port-au-Prince, de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositive du present jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capital sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet, commet l'huissier Johnny JEAN de ce siège pour la signification de ce jugement, compense les dépens

AINSI JUGÉ ET PRONONCÉ par nous, Marleine BERNARD DELVA juge , en audience civile, ordinaire et publique du jeudi vingt quatre Mai deux mille douze, en présence de Me. Joseph Élysée JEAN LOUIS, Substitut du Commissaire du Gouvernement de ce resort, et avec l'assistance du greffier Joseph PIERRE LOUIS.

IL ETS ORDONNÉ, à tous huissiers sur ce, requis de mettre le présent jugement à exécution, aux Officiers du Ministère Public près les Tribunaux Civils d'y tenir la main, à tous commandants et autres Officiers de la force publique d'y prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis.

EN FOI DE QUOI la minute du présent jugement est signée du juge et du greffier susdits.PIERRE-LOUIS.

Ainsi signé: Marleine BERNARD DELVA
et Joseph PIERRE-LOUIS.

Miami Dade College North Campus

School of
Continuing Education & Professional Development

FÒMASYON GRATIS OSHA AN KREYÒL

Dwa ak Responsablite, maladi chalè ak ekipman pou pwoteksyon pèsonèl

Funded by a Susan Harwood Training Grant
US Department of Labor
OSHA®

Jounen santè ak sekite san patipri a nan Miami Dade College la GRATIS pou travayè konstriksyon ak endistri jenral nan Monroe, Miami-Dade, ak Broward.

Patisipe nan 4 èdtan nan Fòmasyon Sekirite OSHA an kreyòl

- Aprann Dwa travay ou ak responsablite ou.
- Aprann Dwa travayè ou ak Responsablite ou.
- Aprann rekonèt ak pwoteje tèt ou kont maladi chalè.
- Yon Miami-Dade College Sètifika Patisipasyon.
- Ak kado ak raf!
- Gen manje!

Dat evènman

Samdi, 29 septanm 2012 - 9:00 am jiska 1:00 pm
Ref#: 735273

Fòmasyon ap fèt nan:
Little Haiti Cultural Center,
212-260 NE 59th Terrace, Miami, FL 33137

Pou ou kapab enskri ranpli fòm sa a (tanpri ekri an lèt detache) ak faks (305) 237-1706 oswa rele (305) 237-1019 enskri pa telefòn.
Ou kapab e-mail tou nou nan nced@mdc.edu oswa vizite nou sou Entènèt sit sa: www.mdc.edu/ce/north/osha/

non: _____

adrès: _____

_____

Konpayi oswa anplwayè: _____

Nimewo telefòn: _____

Email: _____

Dat Nesans: _____

Enskripsyon avau rekòmande. Espas sa sèlman. ¦ Tcheke-nan kòmanse 8:00 A.M. Pwogram fòmasyon an kòmanse a 9:00 A.M.
Miami Dade College North Campus, School of Continuing Education & Professional Development
11380 NW 27th Avenue, Room 1125, Miami FL Tel. - 305 237 1019

ATANSYON biznis: Pou aplikè oswa òganize yon nced@mdc.edu kontak sesyon

Haïti : la presse pourrie !

PORT-AU-PRINCE, 11 Septembre – Un grand souffle de banalisation est en train de traverser le pays et qui des fois peut s'apparenter à un vrai tsunami. Il frappe actuellement deux secteurs en particulier : le milieu politique et les médias – qui d'ailleurs à cet égard se nourrissent l'un l'autre.

Le dernier épisode avec un sénateur crachant au visage d'un juge n'est qu'une manifestation de cette même descente en chute libre caractérisant ces deux secteurs qui monopolisent l'actualité nationale et qui n'ont rien à offrir ces jours-ci que leur face la plus superficielle, la plus vide. Banalité sur-banalisante et fière de l'être.

Passe pour la politique, que voulez-vous, un pays dont les dirigeants ne sont même pas invités comme spectateur quand sont prises les décisions les plus importantes concernant son avenir comme le prochain renouvellement du mandat de la mission onusienne de maintien de la paix (Minustah) …

Ensuite, est-ce un hasard si tous les scandales éclatent dans l'entourage du chef de l'Etat ; c'est qu'il y a en lui, comme on dit en anglais, 'une chimie', une propension.

Pourquoi ce sont ses conseillers ou alliés les plus proches qui se mettent dans ces situations qui alimentent aussitôt la chronique quotidienne des chiens écrasés (les Lambert, Edo Zenny, toujours les mêmes) et voici de plus en plus toute la presse ou presque qui se précipite par l'odeur alléchée. Une presse qui se nourrit dans les poubelles des leaders, pardon des 'laideurs' politiques !

Tant pis pour ces derniers s'ils choisissent de finir dans les poubelles … de l'histoire ! Mais les médias c'est autre chose, on peut encore dire holà à cette dérive.

D'abord loin de nous l'intention de jeter la pierre, cette presse-là elle existe dans tous les pays, mais il faut souligner surtout dans ceux où les citoyens, quoique confrontés aux problèmes de la crise économique mondiale, ne sont pas comme chez nous mourant littéralement de faim et de toutes sorte de maladies impossibles à imaginer parfois ailleurs.

Toujours est-il que le qualificatif de fouille-merde donnée à une certaine presse n'a pas été inventé en Haïti. D'ailleurs c'est celle qui résisterait le mieux à la crise économique, pense-t-on, parce que sollicitant à la fois le ventre et le bas-ventre. Or ce sont les mêmes cibles que vise le commerce de masse. Mais, voilà, c'est pas tout le monde qui y gagne. Et sûrement pas la société en général.

D'autre part, partout ailleurs il y a une distinction assez nette – si tant est que dans distinction il y a distingué. Le National Enquirer, l'archétype de cette presse pourrie aux Etats-Unis, ni même le New York Post qui n'est pas le New York Times. Ne s'écrit, n'analyse, ni n'interprète sous le même angle, ni dans le même langage.

Les sites People n'aspirent point à remplacer Reuters ou AFP.

Or c'est là chez nous le vrai problème. Tout le monde fait la même chose. Et comme tout le monde ne peut pas faire la même chose (au sens positif), alors c'est le plus négatif qui s'impose. Le crachat du sénateur devient alors du pain bénit, du petit thé, de l'or pur. Crachez, pissez, chiez à volonté, il en restera toujours quelque chose !

Et comme on voit, ça marche. Ils sont de plus en plus nombreux qui s'en donnent à cœur joie. D'un côté comme de l'autre de la barricade. Pardon du micro !

Les gladiateurs se mesurent à la puissance de leur jet de crachat. Ou d'autre chose. Pourquoi pas ? Car pour plus d'un c'est la seule voie de salut face à la crise.

De plus dans un pays où tous veulent toujours faire la même chose, tous avoir un petit bar-resto-dansant plus ou moins 'zokiki' sur les bords, ou tous avoir une station de radio, ou de télévision, normal que tous fassent aujourd'hui les poubelles du matin au soir. Parce que ne sachant justement que faire de tant de radios, de tant de télévisions. Surtout que 'zokiki' est mis hors-la-loi. Alors que les chiens écrasés c'est encore plus délicieux au petit déjeuner dans votre canard favori. Mais cela demande un effort. Le New York Post ou le Bild Zeitung, Ici Paris à chacun son style. Mais les paroles s'envolent, les écrits restent et qu'il n'y a rien ici à en rester.

Sinon cette monstrueuse et hideuse banalisation, ce tsunami de crachat et autres excrétions qui menace de contaminer ainsi tout l'environnement. Nos conversations (c'est déjà fait), nos éditoriaux (!!!), nos écoles (avec un nombre de jours de classe déjà trop insuffisant pour épuiser les sujets sérieux). Et le reste à l'avenant.

Et voici donc comment les médias, instrument de formation par excellence, menacent d'achever, de consacrer au contraire la disparition de notre douce Haïti chérie.

Dans un mariage honteux avec un secteur politique en voie de disparition, mais ce dernier au moins on sait pourquoi.

Quoi faire ?

Ailleurs il existe comme au Canada un Ombudsman ou médiateur pour aplanir ce genre d'anomalies, en France une Haute autorité de la communication, aux Etats-Unis la FCC mais surtout maintes institutions de la société civile etc.

Dans certains pays du Sud, ils en sont encore au gros bâton.

Nous on a fait le nécessaire pour nous en libérer. Cependant nos prédécesseurs ont lutté pour la liberté de l'information. Pas pour emprisonner celle-ci dans un crachoir !

Si cela continue on finira par croire que en Haïti la communication est trop importante pour être laissée aux seuls médias !

Mélodie 103.3 FM, Port-au-Prince

Interrogations autour des arrêtés concernant l'avenir du centre historique de la capitale

Port-au-Prince, 9 septembre 2012- (AHP)-L'ancien ministre de la culture Olsen Jean Julien a critiqué la démarche du président Michel Martelly d'adopter un ensemble de 5 arrêtés sur le centre historique de Port-au-Prince, il qualifie ce procédé d'inadéquat parce qu'il ne tiendrait pas compte des principes internationaux sur la sauvegarde du patrimoine.

M Jean Julien qui participait au programme «En Profondeur» sur Radio Solidarité, avait écrit quelques jours plus tôt au chef de l'état pour lui faire part de sa lecture des récentes décisions concernant le centre historique de Port-au-Prince.

En effet 5 arrêtés pris par Michel Martelly le 25 mai ont été publiés le 1er juin dans le journal officiel Le Moniteur. Le premier déclare d'utilité publique une partie du Centre Historique pour permettre à l'Etat de disposer de terrains en vue de la construction de bâtiments publics.

Le deuxième abroge celui du 2 septembre 2010 déclarant d'utilité publique une partie du Centre Historique. Le troisième déclare l'aire du Champ-de-Mars Patrimoine National au titre de Jardin Historique tandis que les 4e et le 5e portent respectivement sur la redéfinition de l'aire du centre ancien de la ville de Port-au-Prince et sur la partie du littoral de la Ville de Port-au-Prince située en face du quartier du Bicentenaire, déclarée zone réservée.

La cathédrale de Port-au-Prince toujours sous les décombres du séisme du 12 janvier 2010 plus de 2 années plus tard et le centre commercial où les anciens propriétaires seraient plutôt en train de vendre des placements (photo HENM)

Selon l'architecte, de pareilles décisions ne devraient pas être adoptées sans la consultation de la population et auraient dû faire par conséquent l'objet d'une loi. Il a souligné également que l'une des normes de la charte internationale pour la sauvegarde des villes historiques (adoptée en octobre 1987 a Washington par le le Conseil International pour les Monuments et Sites (ICOMOS)) stipule que la sauvegarde des villes et quartiers historiques doit, pour être efficace, faire partie intégrante d'une politique cohérente de développement économique et social et être prise en compte dans les plans d'aménagement et d'urbanisme, à tous les niveaux.

« Le réaménagement de Port-au-Prince ne peut se concevoir en dehors d'un plan de développement économique et social associé à cette ville et ne peut en aucun cas se réaliser à travers des décisions isolées » a indiqué l'ancien ministre.

Olsen Jean Julien a en outre appelé les dirigeants à tenir compte des fondements historiques du tracé de la ville.

Pour ce qui de l'arrêté déclarant le Champ de Mars Patrimoine National au titre de Jardin Historique M. Jean Julien banalise cette disposition, estimant qu'elle constitue une application erronée de la notion de jardin historique à laquelle fait référence la charte de Florence adoptée en 1982 par le le Conseil International pour les Monuments et Sites (ICOMOS).

« Le champ de Mars étant une place publique urbaine il ne peut être considéré comme un jardin historique qui est en principe une composition architecturale et végétale, a-t-il affirmé ».

Il s'est également prononcé sur le processus de la reconstruction du palais présidentiel qui devrait, a-t-il dit, constituer un modèle exemplaire pour la reconstruction du pays. Il estime anormal que la reconstruction du palais ne soit pas envisagée à travers un processus clair, transparent et digne de l'importance de ce bâtiment, le plus prestigieux de la république.

L'ancien ministre déplore que des informations cruciales n'aient pas été communiquées sur les études qui devraient en principe précéder la démolition du palais.

Il a fait savoir que tout bâtiment de cette importance devrait avant d'être rasé, faire l'objet de recherches archéologiques de nature à renseigner sur son histoire, son utilisation, etc.

Le président Michel Martelly n 'a cessé de dire depuis son accession au pouvoir sa volonté de faire de la reconstruction d'Haïti une réalité. Il se félicite notamment de mettre le cap sur la reconstruction des bâtiments publics et de permettre à de nombreux sinistrés qui les occupaient de regagner leurs quartiers d'origine.

Plusieurs organisations qui observent la situation soulignent toutefois les limites des décisions adoptées et se déclarent de plus en plus sceptiques sur l'aboutissement du processus.

BANQUE NATIONALE DE CREDIT

BNC

La Carte BNC

L'assurance BNC
La vraie solution.

KAY pa'm

BNC: Une solide institution financière

à travers le temps

www.bnconline.com

MIAMI-DADE COUNTY

AVI LEGAL

Dapre Lwa Florid F.S.98.075(7), yap avize votè yo ki sou lis pi ba la-a. Nap avize w ke baze sou enfòmasyon nou resevwa nan men Eta Florid, nou doute si w elijib pou vote. Yap mande nou kontakte Sipèvizè Eleksyon Konte Miami-Dade, Florid, pa pita ke trant jou apre resepsyon Avi sa-a pou nou kapab resevwa enfòmasyon sou kisa yo baze kestyon ke w pa elijib la epi pou nou wè kouman pou nou rezoud pwoblèm la. Si w pa reyaji epi w pa reponn a lèt sa-a, sa gen dwa mennen Sipèvizè Eleksyon an deside ke w pa elijib epi yo va retire non w nan sistèm enskripsyon votè Eta-a. Si w genyen ankenn kestyon sou koze sa-a, tanpri kontakte Sipèvizè Eleksyon yo nan 2700 NW 87th Avenue, Miami, Florid oswa rele 305-499-8363.

Yap avize:	Dènye adrès nan rejis:	Yap avize:	Dènye adrès nan rejis:
Acarrodeguas, Carmen A	1051 SW 1St St UNIT #107	Bradford, Richard D	2020 NW 1St Ave APT C
Acosta, Vivian E	601 NW 3Rd Ave #H4	Bradley, Darryl L	16100 E Bunche Park Dr
Acosta-Gato, Dora	163 NW 32Nd Ct	Brahn, Dorothy J	2485 SW 36Th Ave
Aday, Pricilla L	7000 SW 16Th Ter	Brant, Johnnie	20823 NW 23Rd Ct
Aguino, Miguel A	35891 SW 187Th Ave	Bray, Anthony S	349 Reinette Dr
Akra, Janice	2215 NW 103Rd St	Bray, Patricia Y	19925 NW 3Rd Ct
Albury, Miranda Y	21111 NW 32Nd Ave	Bridgham, Jean A	5801 SW 14Th St
Aldana, Giovani	940 SW 36Th Ct #4	Brooks, Annie L	22735 SW 113Th Ct
Alfonso , Mercedes	59 W 58th Ter	Brown SR, Marco A	584 NW 65Th ST APT 7
Alfonso, Eleuteria	13201 NW 28Th Ave #222	Brown, Catrina L	2301 NW 119Th St APT 304
Almanza, Rafael B	750 NW 13Th AVE APT 1110	Brown, Charles	10300 SW 179Th St
Almeda, Abraham	1180 NE 155Th St	Brown, Israel N	18720 NW 27Th Ave #106
Alonso, Lina E	5631 SW 88Th Ave	Brown, Jaquisha M	7136 NW 14Th Pl 9
Alvarez, Eduviges	220 W 74Th Pl UNIT #209	Brown, Jeffery	14319 NW 10Th Ave
Alvarez, Manuel	19741 NW 57Th Ct	Brown, Larry	1327 NW 10Th Ave
Alvarez-Nena, Angeles	8500 SW 78Th St	Brown, Larry	2780 NW 43Rd Ter UNIT #1
Anderson, Mildred S	2741 SW 28Th Ct	Brown, Mack	14110 Harrison St
Anderson, Oscar L	1321 NW 55Th Ter	Brown, Steven S	3642 Day Ave
Anderson, Sherral D	655 NW 56Th St 409	Brown, Toury C	1205 NW 103Rd Ln #122
Andreani, Letitia J	1075 92Nd St #301	Bruton, Sandra R	581 NW 15Th St
Antunez, Terdosina	2810 NW 5Th St	Buckner, Jeff	3683 Thomas Ave
Anzardo, Ana A	13715 SW 66Th St APT A413	Budejen, Kim M	3531 SW 11Th St UNIT #1
Aouate, Michel Y	21200 NE 38Th Ave #602	Burke, Gregory	9045 NW 35Th Ct
Arbesu, Constantino	600 Biltmore Way #1118	Butler, Kenneth A	1550 N Miami Ave
Armada, Nydia	2499 SW 11Th ST	Cabell, Bennie G	1930 NW 86Th Ter
Arocha, Nelida G	1314 W 38Th Pl	Cagiga, Helia J	5905 W 28Th Ave
Arpaia, Mary T	14370 NW 14Th Dr	Cajiga, Carmen	7946 East Dr #202
Atkinson-Weldon, Dorothy	224 Atlantic Ave	Calderin, Ernesto D	5617 NW 7Th ST #1009 A
Aucoin, Brian L	821 E 16Th Pl	Camara, Lazaro	191 SW 81st Ave
Avellana, Barbara C	4345 NW 169Th TER	Campadonico, Connie	5202 SW 127Th CT
Bacallao, Pura C	7060 SW 8Th St	Campbell, Geogre A	7520 SW 137th CT
Baker, Dean G	8920 NW 16Th Ave	Canfux, Odalys A	12331 SW 104Th Ter
Baker, Emmanuel L	750 NW 84Th St	Cantey, Antoine J	3800 NW 172Nd Ter
Bakey, Rebeca	871 Michael St	Cantrell, Mercedes S	16711 Collins Ave #207
Balbontin, Julio S	1111 Plover Ave	Canty, Bridgette A	1520 SW 4Th St #207
Baldwin, Gerald L	2951 NW 168Th Ter	Cardelle, Vicente O	3950 NW 2Nd St
Balinda, Vuk	2750 SW 131St Pl	Cardona JR, Luis R	411 NE 12Th Ave #A-106
Banks, Jeffrey J	12908 SW 48Th St	Cardona, Philip A	250 NE 25Th St APT 309
Banks, Lorstine B	22702 SW 125Th AVE	Carrero, Michael	6621 SW 44Th St
Barbary, Carolyn R	1721 NW 155Th St	Carrodegua, Carmen A	1051 SW 1St St UNIT #107
Barouk, Lila	7021 SW 83Rd Ct	Cases, Hector E	2609 NW 103Rd St
Barr, Calvin L	17600 NW 5Th Ave APT 514	Castello, Christian C	13953 SW 66Th St #301B
Basart, Antonio	2940 NW 18Th Ave #F12	Castillo JR, Leoncio J	2752 SW 1St St DUPLEX
Baskin, Ophene	16125 NW 22Nd Ave	Castillo, Rene A	3183 NW 29Th St
Bastian JR, Milot	1551 NE 117Th St	Castro, German R	7853 W 36th AVE #202
Batts, Randy OD	1541 NW 1St Pl #2	Celian, Jane M	9370 W Bay Harbor Dr #8
Bean, Tammy T	2350 NE 173Rd St #312	Cepero-Estevez, Maria C	2730 NW 14Th St #20
Beaver, Frank E	18400 NW 37Th Ave	Chang, Raimundo L	15284 SW 16Th TER
Beltran, Johanna L	16389 NW 88Th Path	Chaparro, Schadrac F	591 NW 53Rd St
Benjamin, Demetrius C	3600 NW 197Th St	Chobol, Carlota	881 Ocean Dr APT H24
Benn, Marie H	14840 Buchanan St	Chresfield, Dracy D	10291 SW 168Th St
Bermudez, John F	15250 SW 112Th Ct	Christiansen, Robert A	1550 N Miami Ave
Bernstein, Edward M	7607 NE 7Th Ave	Christopher, Maurice	2771 NW 44Th St
Berry, Ikomel T	19010 NW 10Th Ct	Ciccotelli, Christopher	820 NE 124Th St
Betancourt, Norah	7335 NW 169th Ter	Cid, Pedro G	1325 N Biscayne Point Rd
Bethel, Aaron R	18680 SW 376Th St	Cilloniz-Bicchi, Patricia	10446 SW 22Nd St
Betty Jean, Harris	936 NW 65Th St	Clark, Ivan R	395 NW 177Th St APT 121
Blumenfield, Abraham	7901 SW 147TH Ct	Clerge, Ghislaine	14699 NE 18Th Ave #5M
Bolton, Natasha T	1710 NW 51St Ter	Clevland, Bramell	5200 NW 26Th Ave APT 7
Booker, Marc A	5302 SW 139Th Pl	Colindres, Khristian J	8025 NW 8Th St
Boone, Deirdra M	20520 NW 26Th CT	Collier, Thomas	629 NE 64Th St APT 1
Borges, Hermelo O	880 NE 18Th Ave #14	Concepcion, Ramon	21300 NW 14Th Pl #1107
Borrero, Joshua I	3036 NW 31St ST	Cooper, Elsie	1312 NW 81St Ter
Boucourt, Maria E	7060 SW 8Th St UNIT #RM117B	Coqmard, Frantz	8100 NE 1St Ave APT # 3
Boyles, Ann E	8229 NW 200Th Ter	Cray, Antonio M	128 NE 82Nd TER

Penelope Townsley
Sipèvizè Eleksyon, Konte Miami-Dade

Kontinye nan lòt paj la

Kontinyasyon paj presedan an

Yap avize:	Dènye adrès nan rejis:	Yap avize:	Dènye adrès nan rejis:
Crews JR, Nathaniel	9234 NW 3Rd Ave #B	Gallagher, Stephen M	1355 Meridian Ave #10
Criscuolo, Marian	14315 NW 12Th Ave	Garcia, Juan A	165 W 25Th St
Crowder, Katharyn A	917 East Ridge Village Dr	Garcia, Milton F	14430 SW 296Th St
Crumbley, Larry E	2761 NW 45Th St	Garcia, Rene	1945 W 54Th St #E08
Cruse, Garnett B	2001 NW 155Th St	Garcia-Smith, Elizabeth	3667 S Miami Ave UNIT #413
Cruz, Steven	504 NW 19Th St	Garra, Anthony	3650 NW 36Th St APT 209
Cruzco, Jason L	15283 SW 161St St	Gaskin, Tyrrell D	1904 SW 4Th St
Cuervo, Francisca	8540 SW 43Rd Ter	Gayle, Arabian K	650 NW 122Nd St 405
Cuevas, Alejandrina	12331 SW 191St Ter	Gayle, Michael W	11036 NW 12Th AVE
Dalama, Eloy	14500 SW 280Th St #24	Geer JR, Theodore	2255 NW 41St ST
Dancy, Shanreka R	500 NW 35Th St #2	Gibson, James M	1999 NW 5Th Pl #13
Darby, Angela L	12501 NW 27Th AVE	Gilliam, Audrey Y	26310 SW 135Th Ave
Davila, Angel L	15325 SW 106Th Ter APT 605	Girard, Blaise J	719 NE 83Rd Ter
Davis, Antawan	936 NW 65th St	Giron, Carlos E	1635 SW 6Th St
Davis, Maurice E	1530 NW 133Rd ST	Giron, Steven	7180 NW 179Th St APT 211
Davis, Pauline R	1700 NE 105Th St #514	Glover, Maurice D	21301 NW 37Th AVE APT 2
Davis, Sidney M	2301 Collins Ave #521	Goiser, Xavieus E	10442 SW 180Th St
Davis, Terrance	481 NE 2Nd Ter	Gomez, Horacio	821 E 13Th St
Day, Andrew C	11525 Lincoln Blvd	Gomez, Irma	3667 S Miami Ave UNIT #346
De Los Reyes, Alex E	374 NE 26Th Ave UNIT 104	Gonzalez, Alejandro	8480 NW 196Th Ter
Del Corral, Eloina	3622 Bayview RD	Gonzalez, Angelica M	1420 Country Club Prado
Del Nodal, Oscar	130 W 14Th St #4	Gonzalez, Donatilda	4845 SW 94Th Ave
Del Rio, Luis E	650 NE 149Th St #203F	Gonzalez, Josefina	5725 NW 3Rd St #REAR
Deleon, Jose A	769 NW 102Nd St #2	Gonzalez, Liduvina	1985 W 54Th St #A-308
Dempsey JR, Johnny B	30103 SW 150Th Ct	Gonzalez, Luis M	7749 SW 35Th Ter
De-Nard, Donna	545 NW 52Nd St	Gonzalez, Luisa D	2351 SW 37Th Ave #503
Dewberry, Willie E	4718 NW 21st Ave	Gonzalez, Maria L	1931 SW 142Nd CT
Diaz-Duque, Maria C	11473 SW 72Nd Ter	Gonzalez, Olga	1025 W 76Th St UNIT #B208
Diaz-Luna, Maria T	401 W 46Th Pl	Gonzalez, Raphael	15011 SW 146Th ST
Diaz-Perez, Mirta A	5617 NW 7Th St APT 808	Gonzalez, Ricardo	17400 NW 52Nd Pl
Dlott, Herman	20185 E Country Club DR UNIT #2101	Gonzalez, Salvadora	1152 NW 37Th St
Dorvil, Stephan	3409 NW 19Th Ave	Gonzalez-Rizo, Gladys	1424 SW 21St St
Dowling, Avonda V	14641 NW 17Th Dr	Goyriena, Jennery M	14604 SW 52Nd St
Dreszer, Roni L	18201 Collins Ave #2008A	Granado, Horasio	620 SW 6Th Ave #4
Duncan, Jimmy L	1805 NW 2Nd Ct #101	Graves SR, Elmer E	850 NW 4Th Ave APT 7
Duque, Gloria	1419 SW 21St St	Gray, Carol	9270 E Bay Harbor Dr APT #1A
Duran, Blas	11780 SW 18th St #309	Green, Gloria	753 NW 10Th AVE
Duran, Gloria M	1400 SW 27Th Ave #204	Green, Kizzie P	421 NW 12Th St #8
Dye, John W	10710 SW 146Th Ter	Griffin, Eric	1624 NW 59Th St
Edwards, Jarrell B	7950 NW 18Th Ct	Guevara, Aurea M	13312 SW 136Th Ter
Elozua, Indira M	670 NW 85Th Pl #102	Gutierrez, Fidel	890 SW 127Th Ct
Elvine, Janice	258 NW 67th St	Gutierrez, Francisco J	11856 SW 100Th St
Ennis, Daniel A	11331 SW 134Th Ave	Handler, Frances R	16485 Collins Ave #1236
Epino, Falbio	215 E 17Th St	Harden, Jameka L	6601 NW 12Th Ave
Erali, Marie	11355 SW 84Th St	Harper, Ellis	330 NW 58Th St
Estrada, Martha	8567 Coral Way Apt 274	Harrell, Khiry D	6545 SW 57th Ct #4
Evans, Tyrell	1804 NW 5Th Pl 2	Harrell, Thearsa M	5300 NW 26Th Ave APT 12
Farabee, Joseph W	28600 SW 132Nd Ave #288	Harris, Ebone R	862 SW 5Th St
Feinroth, John C	472 NW 98Th Ct	Harris, Fredie L	22205 SW 114Th Ct
Ferguson, Darrell L	1351 NE Miami Gardens DR APT 402	Harris, Jacob B	2171 NW 90Th ST
Fernandez, Ana H	6090 W Flagler St 405	Harris, Wayne	13503 NW 10th Ave
Fernandez, Jorge A	14024 SW 104Th Ter	Harrison IV, Benjamin	1243 NW 77Th Ter DOOR 2
Fernandez, Roberto	14730 SW 80Th St	Hasham, Josephine	575 NE 111Th St
Ferron, Robert E	1404 NW 22Nd St	Hawthorne, Vickie R	12220 SW 207Th Ter
Fesser, Lidia	10145 NW 9Th Street Cir #304	Haymon, Sharrella	4606 NW 21st Ave APT E
Fiallo, Elizabeth	18255 SW 162Nd Ave	Helmle, Elizabeth M	9341 Collins Ave #602
Fiallo, Nelson S	571 W 33Rd St	Hendrickson, Ruth M	8228 NE 8Th Ct
Fleetwood, Clifford G	18680 SW 376Th St APT C-245	Henry, Leon V	12520 SW 203Rd St
Fleitas, Jose A	14665 SW 47Th Ter	Hernandez, Adon	1521 SW 2nd St 4
Floyd, Wylene C	2175 NE 170Th St #111	Hernandez, Diana M	8567 Coral Way 373
Fong Kong, Joyce L	14401 SW 88Th St #N102	Hernandez, Jose	2748 NW 106th St
Fonseca, Dennis	861 NE 163Rd St	Hernandez, Kieffer I	5101 Collins Ave APT 5L
Fonseca, Luis H	13608 SW 118Th Path	Hernandez, Regla	971 E 13Th St
Fontanez SR, Jose	2650 NW 15Th Ave	Hernandez, Yolanda M	9917 W Okeechobee Rd APT 4110
Ford, Dorothy A	210 Dunad Ave APT 56	Hernandez, Zoila	720 NW 27Th Ct #12
Foster, Javaris A	1139 NW 45Th St	Herndon, Maria	3616 SW 113Th Ct
Foy III, Kenneth A	1776 NW 93Rd St	Hill, Annie L	6083 SW 62Nd Ter
Francois, Juliana	831 SW 1St ST	Hill, Barocus	7708 NW 14Th Ct
Freilich, Edith K	900 Bay DR #326	Hobbs Morgan, Derrick L	17000 NW 67Th Ave APT 328
Fuentes, Orlando	633 E 20Th St	Hodge, Robert I	258 NW 81St St

Penelope Townsley
Sipèvizè Eleksyon, Konte Miami-Dade

Kontinye nan lòt paj la

Kontinyasyon paj presedan an

Yap avize:	Dènye adrès nan rejis:	Yap avize:	Dènye adrès nan rejis:
Hodges, Anthony J	12750 NW 27Th Ave APT 103	Liddle, Z A	10125 N Miami Ave
Hoffa, John L	17000 N Bay Rd APT 409	Lindsey SR, Kennedy V	3501 NW 8Th Ave
Holmes, Elijah L	775 NW 83Rd TER	Linton, Xavier L	11530 SW 142Nd St
Hood, Wayne	10856 SW 222Nd Dr	Llano, Alain	3030 NW 159Th St
Horne, Chante T	1610 NW 4Th Ave APT 14 F	Llarena, Lourdes P	2488 NW 34Th St
Howlett SR, John S	8415 SW 156Th St	Loffredo, Pauline E	19301 SW 87Th Ave
Hubbert, Ronald	2737 SW 77Th Ct	Londono, Bernardo L	19777 E Country Club DR
Hudson, Randle	12745 NW 17Th Pl	Londono, Patricia M	15840 SW 140Th CT
Hudson, Theola O	2335 NW 43Rd ST	Lopez JR, Lester E	13512 SW 62nd Ln
Hughes JR, Alonzo	13008 Alexandria Dr #319	Lopez Ojeda, Florentino	417 SW 32Nd Ave #2
Humphrey, Markease K	15610 SW 299Th ST	Lopez, Derek	10212 SW 21St Ter
Ignacio, Teodorico A	810 NE 182Nd Ter	Lopez, Luis	1310 NW 16Th St #514
Illescas, Katerina A	14718 SW 108Th St	Lopez, Roy G	15803 Fairway Heights Blvd
Jackson, Brenda L	2400 NW 60Th St	Lopez, Waldo	7745 SW 161St Ave
Jackson, Joyce A	2301 NW 119Th St #106	Lopez-Ona SR, Carlos	9150 Fontainebleau BLVD #108
Jackson, Kevin L	9560 NW 20Th Ave	Lowe, Reuben V	4847 NW 12Th Ave
Jackson, Reginald W	19618 NW 29Th PL	Lowen, Anthony	80 SW 116Th Ct
Jackson, Stanley C	4000 NW 191St Ter	Ludlow JR, Nathaniel K	1885 NW 51St Ter
Jaen, Linda C	30620 SW 157Th Ave	Lugo, Hector	1040 Spring Garden Rd #113
James JR, Marcellus	7050 NW 10Th Ave	Lumpkin, Mary J	119 NW 70Th St #3
James, Charles C	790 Morningside Dr	Machado, Ramon A	2445 SW 18Th St
James, Harry L	1950 NW 2nd Ct #11	Mack JR, James E	130 SW 4Th AVE APT 2
James, Mercedes T	2709 NW 24Th Ave	Mareus, Andocles	7615 NW 2Nd Ave #302
Jaramillo, Maria L	1173 NW 125Th Pl #204	Marrero, Adolfina	1637 SW 12Th St APT 1
Jean Pierre, Vikins	1120 NE 153Rd TER	Marshall, Walter	20640 NW 37Th Ct
Jean-Baptiste, Acceline	8501 NE 3Rd Ave	Martin, Monique M	8615 NW 8Th St APT 111
Jefferson, Terrence B	1460 NW 68Th Ter	Martin, Rosa L	6312 NW 2Nd Pl
Jenkins, Cecilia	14421 Jackson St	Martinez, Adela	1131 NW 24Th Ct
Jenkins, Horecia L	5700 NW 23Rd Ave	Martinez, Maria N	70 E 8Th St #1
Jenkins, Jerry	6937 NW 6Th Ct	Martinez, Rene	580 SE 2nd St
Jennings, Benjamin F	11700 W Golf Dr APT D204	Martinez, Rolando A	11520 SW 80Th St
Jeune, Wiljims	25410 SW 107th Ct	Martinez, Sarah	64 W 34Th St
Jimenez, Conchita	2655 Collins Ave #1801	Martinez, Victoria	3667 S Miami Ave #117
Johnson, Bruce	17527 SW 104Th Ct	Marty, Leonessys R	181 E 40Th St
Johnson, Catherine M	16901 SW 89Th Ave	Maunete, Jose	11918 SW 38Th Ter
Johnson, Chinneco R	1156 Sesame St #3	Mayo SR, Jose M	370 NE 13Th St
Johnson, James N	420 NW 13Th St	Mayo, Arthur	3146 NW 58Th St
Johnson, Kelly E	3301 Rickenbacker Cswy #C	Mazzola, Teolinda A	435 NE 34Th ST
Johnson, Richard L	8751 SW 192Nd St	Mc Coy, Willie L	2911 NW 132Nd Ter
Johnson, Robyn D	24920 SW 224Th Ave	Mc Donald, Toney H	11111 Biscayne BLVD UNIT #1612
Johnson, Bettye P	808 NW 75Th St	Mc Fadden JR, Nelson E	3501 SW 126Th Ave
Jones, Anthony J	160 NE 60Th St	Mc Glory, Dominique A	13707 SW 92Nd AVE #104
Jones, Nancy L	10875 SW 216Th St APT 431	McCrea, Lasonja E	6238 SW 59Th Pl Apt 3
Jones, Willie	22558 SW 89Th Pl	McCutchen, Marion G	10002 SW 173Rd Ter
Jones, Willie J	17600 NW 5Th Ave APT 406	McGauley, David L	1460 NW 1St St 4
Jordan, Lee	2020 NW 84Th St	McKenzie, Deon J	700 NW 214Th St 601
Jordan, Leonard W	14312 SW 154Th Ct	McLean, Charlotte E	22102 SW 115Th Ct
Joseph, Denis	12133 NE 5Th Ave apt 2	McLeod, Ernest	1550 N Miami Ave
Kaley, Leah K	1330 NW 1St Ave #133	Medina, Cesarina M	1750 NW 107Th AVE
Keith, Beverly A	1471 NW 10Th St	Mendez, Danny J	8960 NW 8Th St #114
Kennedy, Richard E	92 NW 45Th St APT B	Mendez, Robert A	880 NE 207Th Ter APT 102
Khoury, Alexander W	260 SW 25Th RD	Menendez, Roberto	7515 SW 152Nd Ave APT 308
Knighton, Dexter D	1040 NW 155Th Ln 305	Merritt, James I	2271 Rutland ST
Knowling, Joseph	6333 NW 24Th Ct	Messore, Maria I	16205 NW 38th PL
La Villa, Miguel A	10317 NW 9Th Street Cir #401	Mezile, Adrien	650 NE 85Th St #5
Laks, Rena	3675 N Country Club Dr #2104	Milfort, Marie RE	7615 NW 2Nd Ave UNIT #413
Lamas, Sara	70 E 7Th St #105	Mira, Paul M	13401 W Calusa Club Dr
Lantang, Karen B	1775 NE 2Nd Ave APT 4	Miranda, Alvaro L	855 SW 5Th St Apt 1
Lara, Daniela A	4210 SW 109th Ct	Miroff, Leone	20379 W Country Club Dr #1032
Lassegue, Paul	7615 NW 2Nd Ave 304	Mitchell, Vincent	13275 NW 17Th Ave
Lavastida, Manuel I	2015 SW 3Rd ST #4	Mitseas, Nicole F	8542 SW 148Th Ter
Law, Dionisio	2620 NW 32Nd St #2	Miyar, Pura E	14024 SW 47Th Ter
Lawson, Antoinette N	1717 NW 69Th ST	Molina, Juan H	9731 SW 183Rd St
Lazare, Jeanne E	191 NE 75Th St #503	Montero, Margarita L	8271 SW 27Th LN
Leon, Guillermina	1805 SW 104th CT	Montgomery, Lovester J	3301 NW 178Th St
Leon, Juana H	2484 NW 30Th St	Montoya, Fredd E	11205 SW 1St St
Leon, Ofelia	8370 SW 33Rd Ter	Montros, Edward	155 W 11Th St apt 2
Levy, Dimmoriah W	761 NW 45Th ST	Moore JR, Benjamin J	4129 NW 22Nd Ct
Lewis, Havlock K	1550 NE 191St St #112	Moore SR, Antwain I	1618 NW 7Th Ave Apt 8
Leyva German, Aldo	6175 W 20Th AVE #113	Moore, Michael	270 NW 56Th St

Penelope Townsley
Sipèvizè Eleksyon, Konte Miami-Dade

Kontinye nan lòt paj la

Kontinyasyon paj presedan an

Yap avize:	Dènye adrès nan rejis:	Yap avize:	Dènye adrès nan rejis:
Morales, Alex V	2831 NW 179Th ST	Reid, Tom C	12010 SW 216Th St
Morales, Israel	312 W 64Th Ter	Reyes, Hortensia	5166 SW 5Th St
Morejon, Luis F	3211 NW 6Th St	Rhodes, Dawn D	1750 NW 107Th AVE
Morgan, Erma B	1620 NW 42Nd St	Rhooms, Robert	22705 SW 108Th Pl
Muniz, Annelis M	8501 SW 127Th St	Richardson, Dorothy S	152 East Ridge Village Dr
Munoz, Christopher L	19621 NW 52Nd Ct	Richardson, Willie F	2820 SW 124Th Ct
Naranjo, Angela	3031 NW 19Th AVE #202	Riggins, Bettina P	3900 NW 169Th Ter
Natan, Priscilla	310 NW 58Th St	Riley, Schilder S	110 NE 10Th St Apt 101
Navarro, Linio H	102 W 37Th St	Rimpel, Willy	1130 NW 185Th Ter
Navarro, Rigoberto	1405 NW 7Th St UNIT #416	Rindom, Abby J	20035 NE 14Th Ct
Neal, Antonio L	16815 NW 24Th Ct	Rivas, Argelio	860 E 16Th Pl
Neely, Mark D	28205 SW 125Th Ave	Rivera, Sarai	2226 NW 35Th St G
Nelson, Bobby J	52 NW 47Th Ter	Rivero, William	1612 NW 32Nd St
Netherton, Aderon W	2533 NE 183Rd St	Roahce, Van O	1040 NE 81St St
Nix, Damian M	27803 SW 172Nd Pl	Roberts, Isiah T	10175 SW 172Nd ST
Nytes, Walter G	14455 SW 288Th St	Robinson, Raymond A	10073 W Fern St
Oaddams, Shelvonia N	420 NW 145Th ST	Rocco JR, Henry S	4457 SW 136Th PL
Ocana II, Miguel A	1554 San Rafael Ave	Rodney, Sheldon C	911 NE 155Th Ter
O'Ferrall, Charlmous	3318 NW 51St ST	Rodriguez, Barbara M	21411 SW 99Th Ct
Ogaza, Jose M	7972 NW 186Th Ter	Rodriguez, Carlos A	14005 SW 130Th Ave
Ortega, Miguel A	630 NW 19Th Ave	Rodriguez, Edward	7641 NW 181St Ter
Ortiz, Mirta R	1712 SW 15Th ST	Rodriguez, Graciela	3150 Mundy St UNIT #518
Otero, Maria L	220 W 74Th Pl #225	Rodriguez, Helen	1731 SW 24Th Ter
Owens, Alvin J	10530 SW 146Th St	Rodriguez, Leyra	892 W 37Th Ter
Owens, Levarn	10000 W Jessamine St #16	Rodriguez, Lucy C	17500 NW 41St Ave
Pacheco-Solina, David	3391 W 4Th Ct	Rodriguez, Lynda	3500 SW 22Nd St APT 210
Palacio, Rachel S	15430 SW 82Nd LN APT 634	Rodriguez, Maria A	7171 SW 5Th St
Palma-Martinez SR, Jose	6220 SW 20Th Ter	Rodriguez, Nieves C	1782 SW 3Rd ST #1
Palmer, Michael D	719 NE 83Rd Ter	Rojas, Luis E	7336 SW 21St ST
Pardo, Roman G	591 E 15Th St	Rolle, Travis K	5981 NW 32Nd Ave
Parker, Dianne M	18680 SW 376Th St	Rollins, Mack A	1210 NW 100Th St
Parson, Abraham	5919 SW 64Th St	Romero, Ramona L	1490 E 3Rd Ave
Pascual, Hipolita C	270 W 41St St UNIT #7	Romero, Sharon	580 W 12Th Pl
Patterson, Derrick	2135 NW 52Nd St A	Roque, Jesus A	1315 NW 113Th Ter #1
Peeples, Jones	3389 NW 49Th St	Rosani, Roberto	382 NW 34Th St
Pelegrin, Jorge L	389 Tamiami Canal Rd	Rose, Claudius	3260 NW 179Th St
Pena, Ramon A	6429 SW 9Th St	Ross II, Leroy J	4355 NW 197Th St
Penna, Miguel A	1339 SE 9Th Ave	Ross, Andreyev C	1274 NW 39Th ST
Pensado, Carmen	8811 SW 203Rd TER	Roves, Luisa A	8567 Coral Way 398
Pereda, Rafael L	2965 NW Flagler Ter	Ruberman, Perera E	7300 W 10Th CT UNIT #D8
Perez Alvarez, Josefina	300 Bayview Dr #415	Ruiz, Abraham M	14782 SW 155Th Pl
Perez JR, Francisco O	6925 W 16Th Ave APT 326	Ruiz, Victor	1865 W Flagler ST APT 19
Perez, Gladys	12800 SW 264Th St	Russo, Joanne L	1511 NE 205Th Ter
Perez, Jorge	13455 NW 10Th Ave #307	Salles, Marcelo D	1750 NW 107Th AVE
Perez, June VS	20166 W Oakmont Cir	Salman, Maria N	239 SW 10Th ST UNIT #2
Perez, Michael L	12663 SW 116Th Ct	Salom, Maria	2120 SW 12Th AVE
Perez, Nilda	524 NW 1St St APT 401	Samuel, Michael	3696 William Ave APT 2
Perez, Sonia A	1630 NW 117Th St	Sancehz, Jaime E	780 SW 10th St APT 4
Perez, William J	511 W 35Th PL	Sanchez, Nery C	2827 SW 5Th St
Perrymond II, Aaron L	18810 NW 19Th AVE	Sanchez, Rolando	13230 SW 32Nd St
Peskoe, Sylvia S	3701 N Country Club Dr #1502	Sanclemente, Jorge E	19945 SW 264Th ST
Petrillo, Pura	200 W Park DR UNIT #205	Sanders, Michael F	3915 NW 164Th St
Pino, Juan B	5701 Collins Ave APT 521	Sandoval, Josefina A	8020 NW 10Th St #7
Pol, Estanisla C	3901 SW 78Th Ct #7	Santos, Francisca O	661 SW 11Th St #21
Pollox JR, John R	660 SW 6Th St	Sau, Maria A	900 NW 130Th St
Pollydore, Marquis S	2021 NW 65Th St #101	Saumell, Clara	7112 SW 110Th Ave
Porro, Francisco	5617 NW 7Th St APT 509-A	Schulte, Erik G	5758 SW 42Nd Ter
Porter, Kelvin C	1958 NW 185Th St	Schwartz, Melissa M	19086 NW 78Th Ct
Pratt, Margie W	1317 NW 2Nd Ave #6	Scott, Emma J	4350 NW 171St St
Preston, Errol R	1020 N Krome Ave	Scott, Kelvin	18725 NW 33rd Ct
Previti, Nicholas N	7000 W 2Nd Way	Sears, Williema	1453 NW 2Nd Ave #3
Prieto, Valentina	11205 NW 4Th St	Sellers, Jimmie	1834 NW 69Th Ter
Quero, Guillermo J	301 SW 10Th Ave APT 3	Seymour, Tracy	1952 NW 54Th St
Ramirez JR, Rafael	10485 SW 216Th St APT 107	Sierra, Idelisa	3800 Collins Ave #1103
Ramirez, Alberto	745 NW 10th Ave	Silva, Julio	335 NW 14Th Ave APT #4
Ramirez, Jose	4518 SW 10Th St #101	Simm, Richard J	4071 Barbarossa Ave
Raysor, Olilla	7701 NW 14Th Ct	Simmons JR, Timothy	6605 NW 3Rd CT
Recalde, Steve	290 174Th St #607	Simmons, Antonio L	1256 NW 58Th Ter Apt 8
Redding, Frederick	1210 NW 8Th Pl	Slaton, Yvette D	19500 SW 117Th Ct
Reed, Helen	10137 E Circle Plz APT #3	Small, Clarence W	1161 NW 58Th Ter
Reed, Leona DL	3030 NW 164Th ST	Smith JR, Edward	6791 NW 22Nd Ave

Penelope Townsley
Sipèvizè Eleksyon, Konte Miami-Dade

Kontinye nan lòt paj la

Symboles

« Un peuple qui ne sait plus interpréter ses propres signes, ses propres mythes, ses propres symboles, devient étranger à lui-même, perd foi en son destin. » J.M. Adiaffi

Chères amies lectrices et chers amis lecteurs, j'imagine que s'il y a un mot dont la définition puisse réellement poser problème, c'est bien celui de symbole. Personnellement, mes relations avec ce concept sont trop complexes pour pouvoir les expliquer de façon cohérente. Les facteurs explicatifs sont nombreux :

1- Mes contacts avec le monde de la formation scientifique, me poussent à ne voir dans l'univers des symboles que des signes, des tracés, des simplifications, des moyens d'expression et même une certaine universalité. En-dehors du monde scientifique, un même symbole peut être interprété de différentes façons par des individus différents, indépendamment de leur origine ou de leur souche culturelle.
2- Ma condition d'Haïtien, donc issu d'un « univers mystique » qui conditionne mes relations interpersonnelles et me pousse à considérer des « peut-être », là où les autres ne voient que « certitude » ou « négation ».
3- Un vécu socio-politique agressif et castrant causé par l'empreinte doctrinale de « l'illuminé docteur » et de son « successeur ».
4- Le poids des « Mythes Fondateurs de la Nation haïtienne » ainsi que les choix des « Pères Fondateurs de la Patrie haïtienne » qui ont fini par forcer un modelage social basé sur une relation schizophrène aussi bien avec la langue qu'avec la religion, générateur de conflits et d'inégalités.

Voilà des éléments qui me poussent à des contradictions internes handicapantes. Rien qu'à observer les autres nations de la caraïbe, on comprend l'ampleur des dégâts et l'importance de nos hantises d'Haïtien. « You Jou la Jou », « Si nou vle l ».

Un symbole, chers amis lecteurs, est défini comme un élément chargé d'une signification au-delà de son apparence. *Une image, un mot, un objet qui, par analogie ou associations, représentent une entité, un état, un sentiment ou un concept prennent valeur de* ***symbole****. La colombe est le symbole de la paix, le serpent celui du démon.* Un symbole ou un ensemble de symboles peut donc être utilisé pour exprimer des croyances, des émotions, des sentiments. Les croyances de notre société, le poids du symbolique dans nos relations interpersonnelles font du symbolisme un instrument très exploité par certains politiques et très peu pour l'avancement du peuple. Nous, Haïtiens, nous le vivons sous plusieurs dimensions. Cultuelles, avec notre vaudou. Politiques, avec la manipulation symbolique à laquelle nous avons toujours été exposé. Je me demande si, malgré l'ampleur de la souffrance infligée au peuple il ne nous est toujours pas nécessaire d'avoir ce « gardien intraitable et farouche » qui permette à notre drapeau de flotter « dans l'azur pour rappeler à tous les Haïtiens les prouesses de nos sublimes martyrs qui se sont immortalisés, sous les boulets et la mitraille, sur la Butte Charrier, à Vertières, dans la Crête à Pierrot pour nous créer une patrie où le nègre haïtien » se sente « réellement souverain et libre ».

Enfin chers amis lecteurs, le côté symbolique de la vie d'une société joue un rôle trop important pour ne pas le prendre en considération. Celui qui nous tortura l'esprit collectif durant tant d'années fut l'un des rares hommes politiques haïtiens à le comprendre dans toute sa splendeur. J'imagine que vous vous

(LIBRE PENSER / p. 15)

Kontinyasyon paj presedan an

Yap avize:	Dènye adrès nan rejis:	Yap avize:	Dènye adrès nan rejis:
Smith, Dirk D	510 NW 17Th St APT 4A	Velazquez, Andrecito	1390 NE 3Rd Ter
Smith, John W	18867 SW 84Th Ave 21	Venegas, Ledy	4525 W 20Th Ave #C-224
Smith, Kwanedra O	4601 NW 183Rd ST APT G5	Venero, Maxima	5896 SW 16Th St
Smith, Willie J	106 NW 5Th Ave	Verdecia, Maria	3001 SW 1St Ave #101
Smith-Brown, Robin A	1582 NW 52Nd St	Veron, Jane E	609 Ocean Dr #H10
Solana, Margot	411 NE 12Th Ave UNIT #117	Viera, Yamilet	8567 Coral Way
Soler, Ana M	6437 SW 11Th St	Vincent, Mercie	7615 NW 2Nd Ave #113
Solis, Robert A	10825 SW 88Th St APT 138	Vizcarrondo, Jose L	1265 Sharazad Blvd #12
Spence, Leslie B	285 NE 191St ST APT 2922	Von Hartz, Augustus W	435 NE 34Th St #37
Spikes, Willie L	1301 NW 44Th St	Waiters, Joel J	1090 NW 77Th St
Stephens, Turnette D	320 NW 66Th St	Wallace SR, Leon S	2481 NW 63Rd St #K
Stephenson, Nelvin H	17500 NW 29Th Ct	Walls, William S	6936 NW 4Th Ave
Stewart, Pauline V	220 NW 13Th St UNIT #101	Walton, Kirby B	10875 SW 216Th St APT 317
Stratton Childs, Virgina O	1030 NW 128Th Ter	Ward, Patricia A	15399 NE 6Th Ave APT 202
Stringer, Anthony M	16001 SW 156Th AVE	Washington, Eddya B	1763 NW 55Th St
Suarez , Genoveva	2750 SW 82Nd Ave	Washington, Lewis	3000 NW 92Nd St
Suarez, Rosa	6485 SW 164Th Ave	Washington, Travis D	22201 SW 115Th Ct
Summerset, Katina S	220 NW 7Th Ave	White, Danna L	780 NE 199Th ST #208-E
Tamayo, Tomas A	49 Lenape Dr	White, James	1505 NW 7Th Ave
Tapia-Ruano, Manuel E	7060 SW 8Th St #B205	Wilcox, Rc	22250 Miami Ave
Taragano, Evelyn	250 174Th St #1405	Wiley, Susie P	160 NW 145Th ST
Tasis, Martin	5151 Collins Ave	Williams, Alonzo L	1099 NW 35Th ST
Taswell, Tyrone L	1275 NW 86Th ST	Williams, Darnell	439 NW 8Th St APT 203
Tate, Leonard E	1211 NW 51St St	Williams, Edgar T	240 NW 21st St #304
Teeman, Irene	18051 Biscayne Blvd #1902	Williams, Emmanuel N	822 NW 60Th St
Tejera, Gabriel	1600 NW 24Th Ct	Williams, Johnnie L	10790 SW 220Th St
Thomas, Bertha L	7700 NW 14Th Ct	Williams, Kimberly R	21415 NW 13Th CT
Thomas, Darrel L	14 NW 75Th St	Williams, Nathan A	149 NW 11Th St 18
Thomas-Missich, Bertha	8816 NW 20Th AVE	Williams, Orean E	1355 Ali Baba AVE #B-9
Thompson, Melody D	27115 SW 128Th AVE	Williams, Stacey V	411 NW 73Rd St
Thornton, Derrick W	2270 NW 196Th Ter	Williams, Tavares T	523 NW 10Th AVE #524
Tobler, Laronda D	330 NW 19Th St APT 407	Williamson, Nennia L	14680 Tyler St
Toledo, Ulises P	800 Washington Ave #401	Willin, Christopher B	19711 Belview Dr
Torres, Erwin J	10501 SW 108Th Ave 202	Willis, Marvin T	1475 NE 111Th St 308
Torres, Hernando	9800 SW 85Th St	Wilson JR, Errol SG	13875 NW 22Nd Ave #226
Torres, Katherine M	12599 SW 207Th Ter	Wilson, Edward L	1777 Ali Baba Ave APT 4
Towles, Clinton	601 NE 39Th St APT 233	Wimberly, Latonya R	811 NW 42Nd St
Trujillo, Genevieva	1901 NW South River DR #29	Witherspoon, Patricia Y	5482 NW 4Th Ave
Truluck, Beth C	19731 Sterling Dr	Wombie, Lena T	1627 NW 44Th St
Tucker, Freddie G	1385 NW 54Th St #1	Wooden, Latrice S	643 NW 48Th St
Turner, Charles R	28600 SW 132Nd Ave #12	World, Cheryl	6401 NW 3rd Ct
Ullmann, Gladys B	11369 SW 171St St	Worsley, Lavaris L	12115 NW 20Th Ave
Vaillant, Billy	1244 NW 39Th St	Wright, Annie R	3041 NW 102Nd St
Valdes, Zelaida J	14170 SW 84Th St #F502	Wright, Mary J	15615 NW 40Th Ct
Valdez, Reimy M	4875 NW 171St St	Wright, Rashad A	931 NW 203Rd St
Valdivieso, Luis	20375 SW 132Nd Ave	Wright, Sherrell	220 NW 11Th Ter
Valido, Carmen L	3667 S Miami Ave #213	Wright, Tyrome L	3115 NW 60th St
Vargas, Adolfo	26805 SW 162nd Ave	Wyley, Lillie R	2261 NW 56Th St #H
Vargas, Marcelino	857 NW 109Th St	Younes, Edward J	8411 SW 37Th St
Varona, Elizabeth M	6484 Indian Creek DR APT 123	Young, Harvey	413 NW 63Rd St
Vasquez Martter, Vilma	1915 W 54Th St #H05	Yount, Kathryne L	9041 SW 142Nd AVE #10-110
Vasquez, Jorge	14233 SW 111Th Ln	Yune, Jose	1627 SW 9Th St
Vega, Alexander	740 E 6Th St	Zamora, Myrtha J	5801 W 3Rd Ave
Velasquez Ramirez, Luis	7300 NW 114Th Ave APT 210	Zierer, Frances BR	416 East Ridge Village Dr

Penelope Townsley
Sipèvizè Eleksyon, Konte Miami-Dade

L'évacuation du parc La Visite

Le mardi 21 août, dans le cadre du programme *Mélodie and company,* je faisais une émission sur un « incident » survenu un mois plus tôt sur le parc La Visite. Il s'agissait d'une tentative de chasser 142 familles vivant sur le site du parc. Nous étions à la veille de l'anniversaire du soulèvement des esclaves de Saint Domingue et je n'ai pas pu m'empêcher de signaler que les descendants de ceux dont la révolte avait conduit à la création de la République d'Haïti étaient condamnés, dans cette République, à des conditions de vie à peine plus enviable que celles de leurs ancêtres, les esclaves.

Et si on veut continuer à jouer avec les dates, on peut faire remarquer que cet « incident », qui a quand même provoqué la mort de quatre personnes, sans parler des blessés et des maisons incendiées, cet « incident » donc s'est produit le 23 juillet, date anniversaire du massacre de Jean Rabel.

Mais voyons les faits et tout d'abord commençons par nous situer géographiquement. Le parc la Visite est situé tout en haut du versant sud du Massif de la Selle. Il s'étend sur une longueur d'une dizaine de kilomètres, dans le sens est-ouest ; sa largeur maximale est d'environ quatre kilomètres et sa superficie totale varie, selon les délimitations choisies, entre 2.000 et 6.000 hectares. On y accède par une route de montagne qui part de Peredo, juste après Marigot, et monte en direction nord, puis ouest, jusqu'au marché de Seguin, à 1.700 mètres d'altitude. Une fois qu'on est à Seguin, on est dans le parc. (voir **La Visite,** HEM Vol. 23, # 15 du 06-12/05/2009)

Suite à l'incident du 23 juillet, deux institutions membres du *Collectif Haïtien pour la Défense du Droit au Logement et contre les expulsions forcées*, le *Groupe d'Appui aux Rapatriés et Réfugiés* (GARR) et *Fòs Refleksyon ak Aksyon sou Koze Kay* (FRAKKA), ont mené une enquête, avec visite sur le terrain, contacts avec les victimes et les autorités locales, mais aussi interviews avec des personnalités à Port-au-Prince.

Si on en croit le rapport produit par ces deux organisations, l'histoire remonte au début de l'année. Cela a commencé par le lancement d'un processus de recensement des habitants de quelques localités puis l'invitation faite aux paysans à venir rencontrer le Président de la République. Au jour dit, le Président fut empêché pour cause de mauvais temps qui clouait son hélicoptère au sol ; les paysans réunis ont dû se contenter d'un message lu par le maire (je suppose qu'il s'agit du maire de Marigot, vue que Seguin est un quartier de la commune de Marigot).

Dans ce message, le Président faisait savoir qu'il avait l'intention de lancer une campagne de reboisement au parc la Visite (il ne faut pas oublier que « Environnement » est un des quatre « E » qui résument son programme de gouvernement) et que, par conséquent, « avant le 15 avril, toutes les maisons se trouvant dans le parc doivent être détruites ».

Deux autres réunions ont été organisées sur place, mais devant la résistance des paysans, une délégation de huit paysans a été invitée à venir à Port-au-Prince où elle a rencontré MM Clément Bélizaire et Fabrice Rouzier, délégués du Président de la République, qui lui ont fait savoir que les maisons devaient coûte que coûte être démolies. Les paysans recevraient 50.000 gourdes, 20.000 avant la démolition, le reste après ; ils avaient jusqu'au 28 juin pour déguerpir d'eux-mêmes. Dans le courant du mois de juin, les paysans ont reçu quelques messages et on arrive au 23 août.

Les évènements du 23 juillet nous invitent à une analyse qui doit tenir compte de différents aspects. Pour le GARR et FRAKKA, compte tenu de leur orientation, c'est d'abord la violation des droits des paysans qui retient leur attention. Leur rapport énumère les droits qui ont été violés :

. Droit à la vie,
. Droit à un logement décent et sécuritaire,
. Droit d'accéder à la justice,
. Droits de l'enfant.

En conséquence, ils ont fait les propositions suivantes :

1. Libération immédiate des deux personnes arrêtées suite à l'intervention musclée de la Police et le retrait des mandats d'arrestation émis contre plusieurs autres, afin de rétablir un climat de confiance propice à la reprise du dialogue.
2. Mise en marche d'un processus de recherche afin de retrouver les trois enfants portés disparus depuis l'opération du 23 juillet.
3. Adoption de sanctions contre les autorités qui ont mené cette opération, notamment le directeur départemental de la Police de Jacmel qui se trouvait personnellement sur les lieux.
4. Mesures de protection et de réparation pour les familles victimes au cours de l'opération, soit qui ont perdu des parents ou dont les maisons ont été détruites dans l'opération afin qu'elles puissent continuer à vivre dignement.

En plus de ces quatre propositions qui sont orientées vers la réparation des dommages causés au cours de l'opération, il y en a deux orientées vers 'améliorations de la situation des paysans :

5. La recherche d'une alternative viable pour les paysans. Nous demandons à l'Etat qui dispose de beaucoup de terre dans la zone de Seguin d'utiliser une partie de ces terres pour construire un village pour ces familles et leur donner les moyens (terre, semence, outils, accompagnement technique) pour continuer à faire de l'agriculture.
6. La mise en place de services de base pour les paysans, notamment la construction d'école, un centre de santé et un soutien économique aux familles nombreuses afin de prévenir toute tentation de leur part d'utiliser les arbres de la forêt comme source de revenus.

Ici nous sommes dans la logique de la « relocalisation » devenue tellement populaire depuis les destructions provoquées par le tremblement de terre et je retiens la sixième proposition qui parle de la « mise en place de services de base » qui est dans la logique de la décentralisation et de la création de pôles de développement que nous avions prônés dans le *Plaidoyer* de la FONHDILAC.

Mais avec tout cela on n'a pas épuisé les aspects qui doivent être pris en compte, en particulier le fait qu'il faille évacuer la population vivant sur le parc, et je compte bien l'aborder dans un prochain article.

Bernard Ethéart

Symboles

(LIBRE PENSER... suite de la page 14)

rendez compte qu'actuellement en Haïti l'un des symboles les plus utilisés pour faire montre de son pouvoir c'est le port d'armes. Vu que le symbole phallique, dans les sociétés nègres a joué un rôle important, je me demande si, en Haïti, le pouvoir ou le port d'armes ne joue pas ce rôle. Pour illustrer ce que je viens de dire, je dois vous expliquer cette petite histoire. Cela fait environ trois semaines, je visitais le Cap et, je choisis pour passer mes trois nuits, l'un de ces hôtels emblématiques de la ville. J'eus pour compagnie un groupe de 4 hommes accompagnés de deux dames. Les hommes, des individus au « gwo bibit » montraient de façon désinvolte, sous un maillot rose portant les sigles de PNCS, un « 45 » ou « un 9mm ». Je croyais qu'il s'agissait d'une nouvelle force de police. « Police Nationale de Contrôle Sanitaire ». Je comprenais que les déchets allaient être contrôlés, comme cette police environnementale de laquelle j'entends parler très peu, lorsque quelqu'un m'a fait comprendre que les 4 hommes assis à côté de deux autres femmes exhibant de façon désinvolte leur colt 45, étaient des membres de cette structure appelée « Programme Nationale des Cantines Scolaires ». Je me demandais si ces hommes armés, savaient jusqu'à quel point ils faisaient du tort, à leur « Institution », à leurs supérieurs hiérarchiques, au pays. De tels spectacles devraient commencer à nous dégoûter si nous voulons que les choses changent dans ce pays dans lequel il me semble que « *de plus en plus d'individus se procurent des armes pour se défendre de plus en plus d'individus qui se procurent des armes pour se défendre de plus en plus d'individus qui se procurent des armes pour se défendre de plus en plus d'individus qui se procurent des armes pour ....* »

Enfin, chers amis lecteurs et chères amies lectrices, dans notre société, haïtienne, génératrice de rancoeurs, nous créons chez l'individu « une foule de sentiments. L'amour et la haine, bien sûr, la peur, la honte, l'envie, la violence, le courage aussi, la révolte certes, le déchaînement, la pitié, le je-m'en-fous-bien ». Si nous n'arrivons pas à faire de notre peuple un peuple qui sait interpréter ses propres signes, ses propres mythes, ses propres symboles, afin d'éviter qu'il ne devienne étranger à lui-même, perdant la foi en son destin, nous ne ferons que creuser notre propre tombe.

Oscar Germain
germanor2005@yahoo.fr
Septembre 2012

LIBERTE EGALITE
FRATERNITE
REPUBLIQUE D'HAITI

AVIS JUDICIAIRE

Mr Dieuvet Mozeau
CIN : 10-08-99-1958-11-0004

Il est porté à la connaissance du grand public en general, des homes d'affaires des négociants et des commerçants en particulier qu'il leur est formellement interdit de contracter, d'emprunter ou de vendre à credit à la dame Dieuvet Mozeau née Mérilia Cégla, majeure, commerçante, demerant et domicilié à lièvre quartier relevant de la Commune de Petit-Trou de Nippes.

En effet, la dame Ci-devant, identifiée cumule désobéissance sur désobéissance, rendant par ses mauvais comportement la vie commune en foyer impossible, des cas d'adultère et d'injures graves sont les moindres choses en plus, à elle reprochées.

Une telle attitude de l'épouse vis-à-vis de l'époux, contraire à la loi sur le Mariage oblige ce dernier à prendre la voie du journal qu'en conséquence, qu'il declare n'être plus responsible des actes de son épouse, née Mérilia Cégla , cela tant présent qu'à venir en attendant qu'il lui soit intenté l'action en divorce dans le meilleur délai.

Anse-à-Veau,le 3 Septembre 2012
Me. Marc – Antoine Lespérance
Avocat du Sieur Dieuvet Mozeau

Banque de la République d'Haïti
Le Gouverneur

NOTE D'INFORMATION

La Banque de la République d'Haïti (BRH) rappelle au public en général et aux déposants du système bancaire haïtien en particulier que des efforts considérables sont consentis par l'Etat haïtien en vue de la préservation de la stabilité macro-économique.

Pour l'exercice en cours, il est important de retenir qu'à date les comptes de l'Etat à la BRH accusent un solde positif de 2,7 milliards de gourdes.

Par ailleurs, les banques sont bien gérées et bien capitalisées, comme en témoignent les informations suivantes :

- en termes d'adéquation, le capital du système bancaire est de 10,3 milliards de gourdes au 30 juin 2012, soit un ratio de capital sur actif de 6.23% bien au-dessus du minimum de 5% requis ;

- au plan de la profitabilité, les banques de la place accusent un rendement sur actif ou ROA de 1.35% au 30 juin 2012 et un rendement sur capital (ROE) de 21.69% au 30 juin 2012, le standard international étant respectivement 1% et 20%.

Au regard de ces indicateurs, la Banque de la République d'Haïti peut se prévaloir du maintien de la stabilité financière et monétaire propice à la croissance saine et au développement durable.

Port-au-Prince, le 30 août 2012

Charles Castel
Gouverneur

MV MONARCH QUEEN

MEN YON GWO BATO K AP POTE TOUT MACHANDIZ OU TOUPATOU

KI VWAYAJE CHAK 15 JOU POU BWOTE MACHANDIZ OU DIREK AN AYITI SOU WAF ST MARC , GONAIVES & CAPE HAITI

LI BWOTE KONNTENE, BWAT PEPE, KAMYON MACHIN EK-SETERA

CAPE HAITIEN HAITI

GONAIVES HAITI

ST MARC HAITI

MIRAGOANE HAITI

Rele (561) 845-7590 or (561) 845-8330

Fax (561) 845-7592 or (561) 842-9398

Toll free 1-877-845-8330 or 1-877-845-7590

Se Sel koneksyon gwo bato ou genyen nan Palm Beach la

Direction: I-95 to Exit No. 74 (45th Street) East to Congress Ave, to North on Congress Ave to Martin Luther King Jr Blvd go East on MLK Blvd (making right hand turn) this Rd takes you straight to the Port of Palm Bch

As soon as you go over Old Dixie Hwy , before Guard Shack Make 1st Left hand turn you will see our Sign

Under New Management

Nou gen you nouvo Bato MV MONARCH EXPRESS

En Bref...

(... suite de la page 14)

et de partisans frustrés du président Martelly.

Troubles de toutes sortes à travers le pays

Grève aux Cayes pour protester contre l'insécurité, manifestation anti-gouvernementale au Cap-Haïtien, protestation à Port-au-Prince devant la Primature contre la vie chère, ces derniers jours le président Michel Martelly fait face aux premières contestations, seize mois après son accession au pouvoir. Ce n'est pas la grande foule, mais c'est un début et l'on se demande si rien n'est fait contre le phénomène de la vie chère, ces manifestations ne deviendront-elles pas incontrôlables.

Education: plus de 4 milliards de gourdes

Le nouveau ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle (MENFP), Vanneur Pierre, a annoncé vendredi lors d'une conférence de presse au ministère, une rentrée scolaire nécessitant une enveloppe de plus de 4 milliards de gourdes.

Selon le calendrier de l'année académique 2012-2013, la date du lundi 1er octobre est fixée pour la rentrée des classes, dont le thème retenu cette année est : « Le virage vers la qualité ». En perspective, toute une série de dispositions en vue de favoriser une rentrée scolaire hors du commun, selon ce qu'a annoncé le ministre Vanneur Pierre. Le titulaire du MENFP a informé qu'un nombre de plus 200 mille enfants seront ajoutés au Programme de scolarisation universelle gratuite et obligatoire (PSUGO). Ce qui fera passer l'effectif du programme à plus de 1 million 200 000 enfants bénéficiaires de la scolarisation gratuite, a-t-il précisé. En outre, le ministre a indiqué d'autres mesures devant garantir une bonne rentrée scolaire. Il a, entre autres, fait part de la distribution bientôt de 3 millions de manuels scolaires ; du renforcement du programme de cantine scolaire où 1 miilion 500 000 enfants bénéficieront d'un plat chaud au quotidien; des kits scolaires pour plus d'un million d'écoliers et 21 kits pédagogiques destinés aux enseignants du système; sans compter un nombre de 250 bus, dont 230 déjà disponibles qui assureront le transport des écoliers à travers le territoire.

Cassation: le sénat pourrait demander le renvoi de Anel Alexis Joseph

Le sénat haïtien pourrait voter une résolution pour demander à l'exécutif d'écarter trois juges de la Cour de Cassation nommés en dehors des normes constitutionnelles, une proposition de résolution devait être soumise ce jeudi aux sénateurs.

Trois juges de la cour auraient dépassé l'âge requis pour faire partie de cette instance de la justice, selon un sénateur qui cite le juge Anel Alexis Joseph (72 ans) actuellement président du Conseil supérieur du pouvoir judiciaire (CSPJ).

"Le sénat a été induit en erreur dans le choix des juges de la Cour dont deux sont sortis en dehors de la liste officielle soumise par le parlement", a déclaré le sénateur Steven Benoit.

Haïti en Marche

Port-au-Prince
100 Avenue Lamartinière (Bois Verna) • Tel.: 2245-1910, Fax 2221-1323

Miami
173 NW 94th Street, Miami, Florida 33150
Tel. 305 754-0705 / 754-7543 • Fax 305 756-0979

New York (914 358-7559) • Boston (508 941-6897) • Montréal (514 337-1286)

email : melodiefm@gmail.com • haiti-en-marche@hughes.net
URL : www.haitienmarche.com
Library of Congress # ISSN 1064 - 3896

Printed by Southeast Offset : (305) 623-7788